Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Dimanche 3 août 2025 - Prix : 20 DA - http:www.lesenjeuxeco.dz ■ N°690 ■

OR

Les perspectives de la demande et des prix d'ici fin 2025

P 16

EN ADOPTANT LE SYSTÈME PANAFRICAIN DE PAIEMENT (PAPSS)

L'Algérie renforce son intégration continentale

Le Réseau du Système Panafricain de Paiement et de Règlement (PAPSS) a annoncé l'adhésion officielle de l'Algérie à sa plateforme. Dans un communiqué publié sur sa page officielle, le réseau a salué l'entrée de la Banque d'Algérie au sein de cette initiative continentale, soulignant qu'il s'agit d'une étape majeure dans le renforcement de l'intégration financière et de la coopération économique à l'échelle africaine. P 3

INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION

Légère hausse des prix en juin

Selon les données publiées par l'Office National des Statistiques (ONS), l'indice des prix à la consommation à Alger a connu une faible progression de 0,2 % en juin 2025. Cette variation modérée reflète une stabilité globale des prix malgré des hausses ponctuelles dans certains produits alimentaires, notamment la volaille et les fruits frais.

P 2

HYDROCARBURES

L'Algérie attire à nouveau les géants de l'énergie

Le secteur pétrolier et gazier algérien connaît une relance inédite depuis plus d'une décennie. La conjugaison d'un climat intérieur « apaisé», d'un positionnement géostratégique favorable et d'un cadre juridique révisé attire à nouveau les géants de l'énergie mondiale.

P 5

ACTIVITÉ INDUSTRIELLE AU 1ER TRIMESTRE 2025

En baisse de 3,5% dans le secteur public

La production industrielle a connu une baisse au premier trimestre 2025, notamment dans le secteur public, avec une diminution de 3,5%. Cette baisse fait suite à une légère croissance observée lors du trimestre précédent. Plusieurs facteurs expliquent cette tendance, notamment des pressions sur les coûts, une demande intérieure contrastée, et des dynamiques sectorielles différenciées.

P 3

VERSEMENT DE L'ALLOCATION SPÉCIALE DE SCOLARITÉ

Parachèvement de l'opération dans les délais impartis P 2

ENTREPRENEURIAT

Nécessité de mieux vulgariser le concept d'auto-entrepreneur P 5

COMMERCE

Les soldes d'été suscitent l'engouement des citoyens à Skikda P 3

VERSEMENT DE L'ALLOCATION SPÉCIALE DE SCOLARITÉ

Parachèvement de l'opération dans les délais impartis

Par R E.

L'opération de versement de l'allocation spéciale de scolarité pour l'année scolaire (2025-2026) au profit des élèves bénéficiaires issus de familles sans ou à faible revenu, a été parachevée dans les délais impartis (31 juillet), indique vendredi un communiqué du ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme. L'opération de versement de l'allocation spéciale de scolarité pour la prochaine année scolaire, au profit des bénéficiaires issus des familles sans ou à faible revenu, "a été menée avec succès" et ce, suite au "versement de l'allocation dans les délais légaux fixés au 31 juillet 2025", précise le communiqué. Selon le ministère, "le travail inlassable et la coordination collective des services du secteur de la solidarité nationale, de la famille et de la condition de la femme, avec les secteurs de l'intérieur, des collectivités locales et de l'aménagement du territoire, de l'éducation nationale, du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale, ainsi qu'avec les walis de la République, ont permis de réaliser les résultats escomptés de cette opération de solidarité à dimension nationale, dans les délais fixés". Le ministère a rappelé, à ce propos, que le secteur de la solidarité "a pris toutes les mesures et dispositions nécessaires, à travers la mobilisation de toutes les ressources matérielles et humaines disponibles au niveau local, en étroite coordination avec les autres secteurs impliqués, afin de mener à bien cette opération à laquelle le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, porte une importance capitale, au regard des catégories sociales bénéficiaires".

INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION

Légère hausse des prix en juin

Selon les données publiées par l'Office National des Statistiques (ONS), l'indice des prix à la consommation à Alger a connu une faible progression de 0,2 % en juin 2025. Cette variation modérée reflète une stabilité globale des prix malgré des hausses ponctuelles dans certains produits alimentaires, notamment la volaille et les fruits frais.

Par S R.

Le mois de juin 2025 marque un rebond de l'indice des prix à la consommation de +0,2 %, après une forte baisse de -2,9 % enregistrée en mai. Cette reprise modérée s'explique essentiellement par la hausse des prix des produits alimentaires, en particulier les produits agricoles frais (+0,5 %), portés par la flambée des prix du poulet (+12,4 %) et des fruits (+23,2 %).
En revanche, d'autres produits accusent des baisses notables, les plus importantes touchent la viande et abats de mouton (-4,5 %), les poissons (-11,4 %) et les œufs (-2,1 %).
Quant aux prix des produits alimentaires industriels, ils affichent une légère baisse de près de 0,1 %.
Par ailleurs, les prix des produits manufacturés affichent une hausse mesurée de 0,1 %, tandis que ceux des services restent stables. Corrigé des variations saisonnières, l'indice des prix à la consommation enregistre, pour ce mois de juin 2025, une hausse de 0,4 % par rapport au mois précédent.

Une inflation annuelle à 3,6 %

Comparé au même mois de l'année précédente, l'indice des prix à la consommation n'augmente que de 0,1 %. Sur une base annuelle (juillet 2024 à juin 2025 / juillet 2023 à juin 2024), le taux d'inflation atteint 3,6 %. « Au mois de juin 2025 et par rapport au même mois de l'année 2024, la variation des prix à la consommation est de +0,1 %. Le rythme d'inflation annuel (juillet 2024 à juin 2025 / juillet 2023 à juin 2024) est de +3,6 % », lit-on dans l'indice des prix de l'ONS.
En glissement annuel, les prix des biens alimentaires enregistrent une baisse de 4,8 %, tirée par les produits agricoles frais (-7,1 %), avec des chutes remarquables pour la viande de mouton (-9,6 %) et les légumes (-11,2 %).
Le prix du café a quant à lui chuté de 25,1 %. Au niveau national, l'indice des prix progresse de 0,3 % entre mai et juin 2025. Les biens alimentaires augmentent de 0,4 %, traduisant une tendance similaire à celle observée à Alger.
Si l'inflation semble contenue à court terme, les hausses soudaines de certains produits de base montrent que le marché reste sensible à des tensions ponctuelles, notamment sur les denrées périssables.

POUR LA DEUXIÈME ANNÉE CONSÉCUTIVE

La BM classe l'Algérie dans la tranche supérieure des pays à revenu intermédiaire

Par R E.

Le Groupe de la Banque mondiale (BM) a classé l'Algérie dans la tranche supérieure des pays à revenu intermédiaire pour la deuxième année consécutive au titre de la nouvelle mise à jour annuelle de la classification des économies des pays membres, parallèlement à l'ouverture de l'exercice fiscal qui s'étend du 1 juillet au 30 juin 2026. Selon cette classification, l'Algérie se place parmi dix pays africains dans la catégorie supérieure des pays à revenu intermédiaire, à l'instar de l'Afrique du Sud et du Gabon, aux côtés de l'Iran, la Libye et l'Irak dans la région du "Moyen Orient, l'Afrique du Nord, l'Afghanistan et le Pakistan". L'Algérie est passée l'année dernière, au titre de la classification réalisée par le Groupe de la BM, de "pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure" à pays à "revenu intermédiaire de la tranche supérieure, après une révision globale des données économiques. Le ministère des Finances avait précisé à l'époque que "le principal facteur ayant contribué au relèvement du classement de notre pays, porte sur la révision complète des statistiques des comptes nationaux, engagée par l'Office National des Statistiques (ONS), dans le but de s'aligner sur les normes internationales actuelles", avait expliqué à l'époque. Il avait également souligné que ce réalignement traduit la prise en compte "non seulement de l'opération de rebasage du PIB, par une révision à la hausse du niveau du PIB mais aussi d'autres facteurs tels que les résultats enregistrés ces dernières années en matière de croissance, dans l'élargissement de l'investissement public et la consolidation des secteurs économiques productifs, le renforcement de la bonne gouvernance des finances publiques, les progrès dans l'amélioration des méthodes de mesure et de production de la donnée statistique dans l'administration publique et d'une meilleure couverture de l'économie non observée. Par ailleurs, la classification de cette année indique que la proportion de pays de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord classés comme pays à "revenu élevé" a atteint 35 %. La région Afrique subsaharienne, en revanche, a connu une amélioration de ses indicateurs, la proportion de pays à faible revenu a reculé pour passer de 75 à 45?%, et un pays de la région a accédé pour la première fois au statut d'économie à revenu élevé. La classification annuelle du Groupe de la Banque mondiale divise les économies mondiales en quatre catégories : à faible revenu, à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, à revenu intermédiaire de la tranche supérieure et à revenu élevé. Cette classification est basée sur l'évolution du revenu national brut par habitant au cours de l'année précédente, en tenant compte d'indicateurs tels que la croissance économique, l'inflation, le taux de change et la croissance démographique.

ENTREPRISES

Prorogation jusqu'au 15 août du délai de dépôt des documents d'importation des moyens d'équipement et de fonctionnement

Le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations a annoncé, vendredi dans un communiqué, la prorogation, jusqu'au 15 août courant, du délai de dépôt des documents relatifs aux opérations d'importation dans le cadre du "fonctionnement" et/ou "d'équipement", réalisées durant l'exercice 2024 et le 1er semestre de l'exercice 2025.
Cette prorogation, décidée en réponse aux nombreuses demandes reçues de la part d'un grand nombre d'opérateurs économiques, concerne les entreprises, physiques ou morales, ayant déjà effectué des opérations d'importation dans le cadre du "fonctionnement" et/ou d'"équipement", précise le ministère dans son communiqué.
S'agissant de la liste des clients (ETAT 104) et de la fiche technique des capacités de production théoriques et réelles, il est désormais suffisant qu'elles soient uniquement tamponnées et visées par l'entreprise concernée, sans qu'il soit nécessaire d'obtenir une certification ou une légalisation supplémentaires. Le ministère a appelé les entreprises concernées à envoyer les documents requis via l'adresse email : fonctionnement@mcepe.gov.dz.

Quotidien economique
Les Enjeux Éco
Edité par la SARL Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre: les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

EN ADOPTANT LE SYSTÈME PANAFRICAIN DE PAIEMENT (PAPSS)

L'Algérie renforce son intégration continentale

Le Réseau du Système Panafricain de Paiement et de Règlement (PAPSS) a annoncé l'adhésion officielle de l'Algérie à sa plateforme. Dans un communiqué publié sur sa page officielle, le réseau a salué l'entrée de la Banque d'Algérie au sein de cette initiative continentale, soulignant qu'il s'agit d'une étape majeure dans le renforcement de l'intégration financière et de la coopération économique à l'échelle africaine.

Par Sirine R.

En effet, avec cette nouvelle adhésion, le système PAPSS couvre désormais 18 pays répartis sur quatre régions du continent, marquant un tournant décisif dans la construction d'un espace économique africain plus intégré. Ce partenariat stratégique permettra de simplifier les paiements transfrontaliers, de réduire considérablement les coûts et les délais des transactions, et de dynamiser les échanges commerciaux entre l'Algérie et le reste de l'Afrique.

C'est quoi le système PAPSS ?

Le Système de Paiement et de Règlement Panafricain – PAPSS – permet de faire circuler l'argent de manière efficace et sécurisée à travers les frontières africaines, en minimisant les risques et en contribuant à l'intégration financière des régions.
Qu'il s'agisse de faire des achats, de transférer de l'argent, de payer des salaires, de négocier des actions et des parts ou d'effectuer des transactions commerciales de grande valeur, l'infrastructure en temps réel du PAPSS offre une solution fiable et rentable pour les paiements instantanés.
PAPSS travaille en collaboration avec les banques centrales africaines pour fournir un service de paiement et de règlement auquel les banques commerciales, les prestataires de services de paiement et les fintechs à travers le continent peuvent se connecter en tant que « Participants ». À l'heure où le commerce transfrontalier est devenu une priorité absolue avec l'accord sur la zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf), PAPSS est prêt à faciliter l'augmentation attendue des volumes de paiements transfrontaliers.

Un engagement affirmé pour l'intégration africaine

L'adhésion au PAPSS ne constitue pas un acte isolé, mais s'inscrit dans une stratégie globale adoptée par Alger pour renforcer sa présence et son rôle dans les institutions et mécanismes panafricains. Troisième économie du continent et membre actif de la ZLECAf, l'Algérie multiplie les initiatives pour approfondir son ancrage africain à travers le commerce, la finance, la logistique et l'énergie. La participation de la Banque d'Algérie à ce système panafricain représente une avancée concrète en matière d'intégration monétaire et financière. Elle permettra aux opérateurs économiques algériens d'effectuer des paiements directs vers d'autres pays africains sans avoir à passer par les circuits bancaires traditionnels internationaux, souvent longs, coûteux et exposés aux fluctuations des devises étrangères.
Le PAPSS permet d'exécuter des paiements dans les monnaies locales des pays participants, ce qui réduit considérablement les coûts de conversion, les délais de traitement et les risques liés aux taux de change.
Concrètement, une entreprise algérienne pourra désormais payer un fournisseur ghanéen, sénégalais ou rwandais dans sa propre monnaie, avec une conversion instantanée via le système.
Ce mécanisme est destiné à lever l'un des principaux obstacles au commerce intra-africain, dont la part reste marginale dans les échanges globaux du continent (environ 15 %), en raison notamment de la faiblesse des infrastructures de paiement et du recours quasi systématique aux devises étrangères pour les transactions inter-africaines.
Le renforcement du rôle de l'Algérie dans les mécanismes continentaux s'est accéléré ces dernières années. Outre le domaine financier, le pays est également engagé dans des projets structurants visant à relier l'Algérie à l'Afrique subsaharienne, tels que le gazoduc transsaharien (TSGP), le port de Cherchell, ou encore la route transsaharienne qui relie Alger à Lagos. À cela s'ajoute la stratégie logistique visant à faire du pays une plateforme de transit vers l'Afrique de l'Ouest, grâce notamment aux infrastructures ferroviaires reliant le Nord au Grand Sud.

ACTIVITÉ INDUSTRIELLE AU 1er TRIMESTRE 2025

En baisse de 3,5% dans le secteur public

Par Réda Hadi

La production industrielle a connu une baisse au premier trimestre 2025, notamment dans le secteur public, avec une diminution de 3,5%. Cette baisse fait suite à une légère croissance observée lors du trimestre précédent. Plusieurs facteurs expliquent cette tendance, notamment des pressions sur les coûts, une demande intérieure contrastée, et des dynamiques sectorielles différenciées. Certains secteurs ont montré des signes de reprise, tandis que d'autres ont été plus durement touchés, selon les dernières statistiques de l'ONS (Office national des Statistiques).
Selon la même source, la production Industrielle du secteur Public National enregistre une baisse de 3,5 % au premier trimestre 2025, par rapport à la même période de l'année précédente qui s'est caractérisée par une croissance de 3,0%. La plupart des secteurs sont concernés par cette tendance.
En effet, le recul de production observé au niveau des Hydrocarbures dès le deuxième trimestre 2024 se poursuit au cours de ce trimestre, et ce, en inscrivant un taux de -3,3 % contre une hausse de 2,2% accusée à la même période de l'année précédente.
L'ONS souligne tout de même que la tendance haussière affichée par les Mines et Carrières durant les années 2023 et 2024 s'interrompe durant ce premier trimestre 2025 pour notifier une décroissance de 3,7%. Par ailleurs, après s'être remarquablement relevé d'un taux de 25,1% durant le trimestre précédent, la production dans le secteur des ISMMEE recule de nouveau et inscrit un taux de - 41,7% durant ce premier trimestre 2025, bien au-delà de celui enregistré à la même période de l'année précédente, soit -6,2%.
En revanche, note l'ONS, le reste des secteurs affiche des hausses. « Le secteur de l'énergie poursuit sa tendance à la hausse et inscrit un taux de 4,0% durant ce premier trimestre 2025. Malgré une baisse du rythme de croissance, les Matériaux de construction enregistre un taux positif de 1,5%. De leur part, les Industries des Bois et des cuirs inscrivent des taux remarquables de 19,6% et de 13,1%, respectivement », détaille l'Office.

Baisse de production au niveau des hydrocarbures

L'évolution de la production industrielle par secteur d'activité permet de distinguer les aspects suivants : « Le secteur de l'Energie continue de croitre et enregistre une nouvelle variation positive de 4,0% durant ce premier trimestre 2025, de meilleure ampleur que celle accusée à la même période de l'année précédente + 2,9 % », souligne la même source.
« L'activité dans les Matériaux de Construction continue de progresser au premier trimestre 2025 et affiche un taux de 1,5%, quoiqu'il reste de moindre ampleur à celui observé à la même période de l'année précédente, soit +8,1% », indique l'Office, et de préciser que « la branche de « la fabrication des matériaux de construction et des produits rouges », une des branches déterminantes du secteur enregistre une performance de 37,3 %, proche de celle inscrite à la même période de l'année précédente (+41,0%). »
La production dans l'Agroalimentaires recule de 10,2%
« La production dans l'Agroalimentaires recule pour le deuxième trimestre consécutif et enregistre un taux de -10,2% contre une hausse de 10,8% accusée à la même période de l'année précédente », indique l'Office, et d'expliquer : « Cette tendance résulte des régressions observées au niveau de l'ensemble des branches du secteur».
Le « travail de grains » affiche un taux de -14,1%, bien en deçà de celui accusé à la même période l'année précédente (-3,5%), « L'industrie du lait » régresse de 5,5 % et « la production des produits alimentaires pour animaux » de -13,8 %, contre des hausses de 27,6 % et de 74,7% enregistrées respectivement à la même période de l'année précédente », détaille la même source.

COMMERCE

Les soldes d'été suscitent l'engouement des citoyens à Skikda

Les soldes d'été dans la ville de Skikda suscitent beaucoup d'engouement de la part des citoyens qui y voient une belle opportunité pour s'offrir différents articles d'habillement à prix réduit.
Lors d'une tournée qui a conduit l'APS au centre-ville de Skikda, plus particulièrement au quartier des Allées, la plupart des boutiques "aimantent" les passants qui constituent leur potentielle clientèle, au moyen de pancartes avec des inscriptions en gros caractères: "Soldes d'été", "Prix imbattables" ou encore "Liquidation de stocks". Mme Karima. N, une quadragénaire, approchée au sortir d'un de ces magasins, se contente d'un signe de la tête en guise de salut, ses bras et ses mains étant encombrés d'un nombre impressionnant de sacs d'emballage de belle taille. Elle affirme "attendre, chaque année, cette période de rabais pour renouveler (sa) garde-robe" étant donné, selon elle, que son salaire "ne peut pas (lui) permettre de faire de gros achats en dehors des soldes, surtout en prévision de la rentrée sociale". Il reste, cependant, que les clients les plus nombreux se comptent parmi les jeunes filles se préparant à rejoindre la "cage dorée". Pour Kaouthar (26 ans), qui enfilera sa robe de mariée en septembre prochain, croisée dans un magasin de tapis, cette période de soldes offre une occasion "unique" de compléter la "choura" (ou Djehaz) au moindre coût. Elle affirme avoir fait l'acquisition de "nombre de vêtements, ainsi que de plusieurs tapis et pièces d'ameublement et de décoration pour des prix défiant toute concurrence, parfois à moitié prix", ce qui lui a permis de "faire de substantielles économies, en dégageant même des reliquats de budget intéressants". Les commerçants, eux, semblent également trouver leur compte, à l'image de Karim, propriétaire d'une boutique de prêt-à-porter féminin, qui souligne consentir, durant les soldes, "d'intéressantes remises, plutôt attractives". Selon lui, "cela arrange le client, toujours à la recherche du meilleur prix, ce qui est légitime, mais aussi le vendeur, car cela lui permet d'attirer d'autres clients, tout en favorisant le déstockage et l'écoulement de vêtements restés plusieurs mois dans les rayons ou datant, carrément, de l'année dernière". Le directeur du commerce par intérim, Lotfi Boudraâ, a indiqué que la structure qu'il dirige a "mis en place tous les moyens nécessaires pour la réussite de cette saison de soldes", précisant que les agents de répression des fraudes "s'attachent à surveiller les commerçants ayant bénéficié d'autorisations de soldes", avant de faire savoir que la possibilité d'obtenir ces autorisations est offerte à tous les autres gérants de magasins désireux d'intégrer l'opération des soldes d'été". La période des soldes d'été constitue pour les familles une occasion d'ordonner leurs priorités et de faire de bonnes affaires, surtout que beaucoup de futures mariées gardent les yeux rivés sur les devantures des boutiques n'ayant pas encore entamé l'opération en attente de l'autorisation nécessaire qui devrait, toutefois, selon M. Boudraâ, leur être prochainement délivrée pour peu que les conditions prescrites soient remplies.

ORAN

Le 2e Salon international du Dentaire MDEX du 18 au 20 septembre

La deuxième édition du Salon international du Dentaire MDEX, se tiendra du 18 au 20 septembre prochain au Centre de Conventions Mohamed-Benahmed d'Oran (CCO), ont annoncé vendredi les organisateurs. Plus de 50 exposants sont attendus lors de cette manifestation, représentant plus de 300 marques, distributeurs et start-up du secteur dentaire, a indiqué Mme Benchouk Manel Zahia, de l'agence événementielle "Insolite pro". Ce salon se veut comme un carrefour des innovations, des échanges scientifiques et des opportunités professionnelles dans le domaine de la dentisterie en Algérie, a-t-elle précisé. Le MDEX 2025 est par ailleurs une occasion pour les professionnels de découvrir les dernières technologies et solutions destinées à moderniser leur pratique, a-t-elle encore souligné. Un programme scientifique riche et multidisciplinaire sera organisé en marge du salon, avec 30 conférences, 25 ateliers et 56 posters. Il s'agit de conférences, ateliers pratiques, démonstrations en direct et interventions d'experts nationaux et internationaux, abordant des thématiques innovantes telles que la dentisterie numérique, la biomimétique, l'esthétique, la chirurgie avancée ou encore la gestion de cabinet.

MÉTAUX PRÉCIEUX

L'or reste stable mais s'achemine vers une troisième semaine de baisse

Les prix de l'or sont restés stables vendredi, mais le métal précieux s'oriente vers une troisième perte hebdomadaire consécutive, pénalisé par le raffermissement du dollar et le recul des anticipations de baisse des taux de la Fed. Dans la matinée, l'or au comptant s'échangeait à 3.288,89 dollars l'once, en repli de 1,4% sur la semaine. Les contrats à terme américains cèdent 0,3% à 3.339,90 dollars. Le billet vert a atteint son plus haut niveau depuis fin mai, rendant l'or moins attractif pour les détenteurs d'autres devises. La Fed a maintenu mercredi ses taux entre 4,25% et 4,50%, réduisant les espoirs d'un assouplissement monétaire en septembre. Les indicateurs économiques publiés cette semaine ont renforcé cette position. Parallèlement, les tensions commerciales alimentent l'incertitude : le président américain Donald Trump a imposé de nouveaux droits de douane à plusieurs partenaires, dont le Canada, le Brésil, l'Inde et Taïwan. Parmi les autres métaux précieux, l'argent recule de 0,7% à 36,50 dollars l'once, le platine perd 0,8% à 1.278,40 dollars et le palladium cède 0,2% à 1.188,28 dollars. Ces trois métaux s'orientent également vers des pertes hebdomadaires.

MOHAMED ARKAB REÇOIT LE MINISTRE NIGÉRIAN DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

La coopération énergétique et le projet de TSGP au menu

Le ministre d'Etat, ministre de l'Energie, des Mines et des Energies renouvelables, Mohamed Arkab a reçu, jeudi dernier au siège du ministère, le ministre des Affaires étrangères de la République fédérale du Nigeria, M. Yusuf Maitama Tuggar, en visite officielle en Algérie, indique un communiqué du ministère. Cette rencontre a permis d'approfondir la concertation et d'échanger les vues sur les perspectives de coopération bilatérale entre l'Algérie et le Nigéria, notamment dans les domaines de l'énergie et des énergies renouvelables, ajoute le communiqué. Les deux parties ont salué la qualité des relations unissant les deux pays et ont affirmé leur "volonté commune de les hisser à des niveaux supérieurs de partenariat stratégique", à travers des projets concrets et des programmes d'action conjoints favorisant l'intégration économique et le développement durable sur le continent, notamment le renforcement de la coopération entre les entreprises des deux pays dans le domaine de l'industrie pétrolière et gazière et l'échange d'expertises et d'expériences en la matière. Les deux parties ont évoqué le projet de gazoduc transsaharien (TSGP), considéré comme l'un des projets énergétiques régionaux les plus importants, visant à relier les réserves de gaz nigérianes au réseau algérien pour répondre à la

demande croissante de gaz, tant sur les marchés africains voisins que sur les marchés européens, précise le communiqué. A cet égard, l'état d'avancement des travaux liés à l'étude de faisabilité technique et économique, lancée en mars 2025, a été passé en revue, le ministre nigérian ayant souligné l'importance de ce projet pour les pays de transit ainsi qu'au niveau continental, ajoute le communiqué. Parallèlement, les deux parties ont examiné les possibilités d'élargir les domaines de coopération à d'autres secteurs prioritaires et d'intérêt commun, tels que les énergies renouvelables, le développement de l'hydrogène, l'interconnexion électrique régionale et l'échange d'expertises et de connaissances en matière d'organisation, de formation et d'élaboration d'études stratégiques relatives au secteur de l'énergie. Il a également été question de réaffirmer l'importance de la coordination bilatérale dans les cadres régionaux et internationaux, tout en saluant le niveau de la coopération établie entre les deux pays, notamment au sein de l'Organisation africaine des pays producteurs de pétrole (APPO), du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF) ainsi qu'au sein de l'OPEP.

TÉLÉPHONIE MOBILE

Ooredoo Algérie investit 8,6 milliards DA au 1er semestre

L'opérateur de téléphonie mobile Ooredoo Algérie a investi près de 8,6 milliards DA durant le premier semestre 2025, contre 6,5 milliards DA sur la même période de l'année précédente, en hausse de 32,4%, indique l'opérateur dans ses résultats financiers publiés jeudi.

Ooredoo Algérie a également affiché une croissance à deux chiffres de son chiffre d'affaires et de son EBITDA (résultats avant intérêts, impôts, dépréciations et amortissement).

Le chiffre d'affaires a progressé ainsi de 12,7%, à 56 milliards de DA (contre 49,7 mds DA au 1er semestre de 2024) tandis que l'EBITDA a augmenté de 19,9% à 24,9 milliards de DA (20,8 milliards de DA au 1er semestre 2024).

Le nombre d'abonnés s'est élevé, quant à lui, à 14,53 millions au 30 juin dernier, contre 13,73 millions d'abonnés un an plutôt, (+5,8 %).

"Nous poursuivrons nos investissements dans les technologies de nouvelle génération et l'innovation, afin d'offrir des services toujours plus performants, adaptés aux attentes de nos clients, et d'accompagner durablement notre croissance sur le marché", a déclaré le Directeur général de Ooredoo Algérie, Roni Thomé, cité dans le communiqué. "Nous sommes prêts à accompagner le lancement de la 5G en Algérie, grâce à nos investissements continus et à une infrastructure technique de pointe", a-t-il poursuivi, affirmant que l'opérateur était en mesure d'offrir une connectivité conforme au standard international et à la hauteur des attentes des utilisateurs. "Ces résultats confirment la volonté de Ooredoo Algérie d'accompagner activement la transformation numérique du pays, en plaçant l'innovation, la qualité de service et la satisfaction client au cœur de ses priorités", conclut le communiqué.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	426,00	NC	0,00	0,44	1,02	8,22	7,04	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 440,00	1430,00	-0,69	-0,56	0,93	9,20	5,44	6343	9 070 490,00
BIOPHARM	BIO	2 500,00	NC	0,00	1,21	5,59	7,50	7,20	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 283,00	2283,00	0,00	-0,51	0,59	10,89	5,48	2133	4 869 639,00
EGH El Aurassi	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,33	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	0,00	-1,46	2,03	-	0	0,00

Mercuriale

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 30 جويلية 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 30 Juillet 2025

Produits		Prix du détail[1] DA / Kg		أسعار التجزئة[1] دج / كلغ		
		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	61	69	52	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	85	102	68	الطماطم	
	Oignon sec	43	50	36	البصل الجاف	
	Ail sec	461	534	387	الثوم الجاف	
	Carotte	97	109	85	الجزر	
	Navet	150	163	137	لفت	
	Poivron	105	119	90	الفلفل الاخضر	
	Piment	123	139	107	الفلفل الحار	
	Courgette	109	123	94	الكوسة	
	Haricot vert	237	264	211	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	111	126	96	الخس	
Fruits frais	Pomme locale	382	462	302	التفاح المحلي	فواكه طازجة
	Datte	586	711	461	التمر	
	Banane	432	446	415	الموز	
	Melon	98	114	83	البطيخ الاصفر	
	Pastèque	72	85	60	البطيخ الاحمر	
	Raisin	253	307	198	العنب	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1775	1904	1647	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	353	366	339	الدجاج	
	Œufs (Unité)	17	18	16	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	94	100	89	حليب البقر (لتر)	

HYDROCARBURES

L'Algérie attire à nouveau les géants de l'énergie

Le secteur pétrolier et gazier algérien connaît une relance inédite depuis plus d'une décennie. La conjugaison d'un climat intérieur « apaisé», d'un positionnement géostratégique favorable et d'un cadre juridique révisé attire à nouveau les géants de l'énergie mondiale.

Synthèse Selma R.

Le secteur des hydrocarbures en Algérie vit, en effet, un renouveau sans précédent depuis près de dix ans. Le pays, riche en ressources énergétiques et stratégique pour l'approvisionnement de l'Europe, multiplie les initiatives pour capter de nouveaux investissements dans l'exploration et la production. C'est ce que l'expert américain, Jeff Porter, président de North Africa Risk Consulting, a mis en avant, dans un article publié sur la plateforme spécialisée « Arabian Gulf Business Insight», cette dynamique nouvelle. Il a évoqué notamment une série de rencontres de haut niveau entre les autorités algériennes et plusieurs majors de l'énergie, reflet d'un intérêt croissant pour un marché longtemps en retrait.

Un positionnement stratégique et un climat intérieur favorable

La proximité géographique de l'Algérie avec les marchés européens, conjuguée à une stabilité politique et sécuritaire retrouvée, confère au pays un avantage compétitif important. À cela s'ajoute une réforme majeure de la législation sur les hydrocarbures adoptée en 2019, avec entrée en vigueur en 2020, qui a revu à la baisse la fiscalité et introduit des incitations plus attractives pour les investisseurs.

Si la précédente tentative de relance, en 2014, s'était soldée par un échec cinglant, dont aucune offre n'ayant été soumise par les compagnies étrangères, le paysage a bien changé. Le lancement en juin 2025 de la première ronde d'appels d'offres sous le nouveau cadre juridique marque un tournant. Sur les six blocs proposés, cinq ont été attribués à des sociétés de renom, parmi lesquelles Sinopec (Chine), TotalEnergies (France), Eni (Italie) et QatarEnergy.

Cette attribution s'est traduite par des engagements d'investissements d'un minimum de 936 millions de dollars, dont 533 millions pour l'exploration et 403 millions pour le développement. Les contrats s'étendent sur 30 ans, dont 7 années dédiées à l'exploration.

Le président de l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (Alnaft), Samir Bakhti, a salué ces résultats, annonçant dans la foulée la tenue d'un nouvel appel d'offres d'ici fin 2025.

Mais si les résultats de cette première phase sont jugés encourageants, Jeff Porter nuance : « Le succès relatif de cette ronde pourrait aussi s'expliquer par l'ouverture croissante de l'Algérie aux négociations bilatérales en dehors des appels d'offres ». Cette approche alternative permet aux compagnies de contourner les contraintes rigides des appels d'offres classiques, de cibler des blocs non proposés officiellement et de négocier des conditions plus souples, adaptées à leurs priorités stratégiques.

Le retour des majors

De nombreuses majors ont d'ailleurs profité de cette fenêtre bilatérale au cours des trois dernières années. Ainsi, Occidental Petroleum, initialement sur le point de quitter l'Algérie en 2019, a renforcé sa présence dès 2022, annonçant son intention de faire du pays un pilier de sa stratégie à long terme. La même année, Eni a racheté les actifs de BP en Algérie, avant d'acquérir ceux de Neptune Energy en 2024. En 2025, la compagnie italienne a consolidé sa position en obtenant, avec Sonatrach, le transfert d'un contrat de 1,35 milliard de dollars dans le cadre d'un accord de partage de production. Parallèlement, Chevron mène des discussions avec les autorités algériennes pour le développement de ressources non conventionnelles, pendant que ExxonMobil négocie directement avec Sonatrach. De son côté, Shell, bien qu'absente de l'appel d'offres de 2025, poursuit des discussions bilatérales avec la compagnie nationale. Enfin, Equinor (Norvège) est en pourparlers pour prolonger ses contrats actuels.

Cette dynamique confirme que, malgré les lenteurs bureaucratiques persistantes et une prise de décision parfois opaque, l'Algérie redevient une destination crédible pour les investisseurs du secteur énergétique. « Certes, l'ouverture de Sonatrach aux discussions directes pourrait affaiblir le recours aux appels d'offres classiques, mais au final, les deux méthodes convergent vers un objectif commun : attirer plus d'investissements internationaux, renforcer l'apport technologique et augmenter la production nationale de pétrole et de gaz», a conclu Jeff Porter.

MINES

SONAREM s'ouvre aux partenariats chinois

Par S R.

Dans le cadre de sa stratégie d'attractivité et de coopération internationale, le Groupe SONAREM a reçu une délégation de la société chinoise CITIC Construction afin d'explorer les opportunités d'investissement dans les filières minières stratégiques, notamment celle du phosphate.

M. Belkacem Soultani, Président-directeur général du Groupe SONAREM, a accueilli récemment à Alger une délégation de haut niveau de la société CITIC Construction, filiale du groupe chinois CITIC, en présence de plusieurs cadres du groupe minier public algérien, a indiqué le groupe d'un communiqué.

La délégation chinoise était composée de M. Julien Qi, Directeur général, M. Xiangli Zheng, Directeur général adjoint, et M. Chao Fang, Directeur marketing. Cette visite s'inscrit dans une dynamique de relance et de diversification des investissements dans le secteur minier national. Lors de cette rencontre, M. Soultani a exposé les grandes lignes du nouveau cadre législatif encadrant l'activité minière en Algérie. Il a mis en avant les facilitations et les incitations prévues dans la nouvelle loi sur les mines, qui visent à améliorer l'attractivité du secteur et à encourager l'implantation d'acteurs internationaux disposant de technologies avancées et d'un savoir-faire reconnu. Le PDG de SONAREM a également présenté les principaux projets d'envergure pilotés par le groupe dans les domaines de l'exploration et de l'exploitation des ressources minières, notamment le zinc, le fer, le cuivre, l'or, le marbre et le phosphate. Des segments à fort potentiel dans lesquels des partenariats sont activement recherchés.

De son côté, la délégation de CITIC Construction a rappelé la présence historique de la société en Algérie, où elle est active depuis plus de vingt ans. Elle a présenté les investissements réalisés au fil des années et a exprimé un intérêt marqué pour une contribution future au développement de la filière phosphate, considérée comme stratégique pour les deux parties. À l'issue de cette rencontre, les deux parties ont convenu de poursuivre le dialogue et la coordination à travers la création d'une commission mixte chargée de l'échange d'informations techniques et de l'évaluation des opportunités concrètes de coopération. En somme, cette réunion illustre la volonté du Groupe SONAREM de s'ouvrir davantage aux partenariats internationaux et de bâtir une industrie minière durable, innovante et compétitive. Le développement du secteur repose désormais sur une approche intégrée, combinant l'investissement étranger, le transfert technologique et la valorisation optimale des ressources nationales.

ENTREPRENEURIAT

Nécessité de mieux vulgariser le concept d'auto-entrepreneur

Par R E.

Le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Nouredine Ouadah, a insisté, jeudi dernier à Aïn Temouchent, sur la nécessité de mieux vulgariser le concept d'auto-entrepreneur. Lors d'une visite de travail et d'inspection dans la wilaya, M. Ouadah a souligné l'importance "de faire connaitre davantage le concept d'auto-entrepreneur, nouvel acteur de l'économie nationale", précisant que "ce concept sera enseigné dans les Maisons de l'entrepreneuriat et les centres de formation professionnelle afin de permettre aux jeunes d'accéder plus rapidement à l'économie nationale et d'interagir plus aisément avec l'administration". Il a ajouté que "le mécanisme de l'auto-entrepreneur offre aux jeunes une opportunité et toutes les facilités nécessaires pour participer à l'économie nationale dans une nouvelle vision d'une économie moderne, basée sur la connaissance et la technologie". Lors de la visite de deux micro-entreprises implantées à Hassi El-Ghella, spécialisées dans la production de confiseries modernes et la broderie électronique et la couture, le ministre a rappelé que "l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (ANADE) assure l'accompagnement et l'appui nécessaires pour élargir ce genre d'entreprises, contribuant ainsi à leur développement et à la création de nouveaux postes d'emploi". Dans la zone industrielle d'Aïn-Témouchent, M. Ouadah a inspecté une micro-entreprise spécialisée dans la transformation de l'acier et la production de fils métalliques, où il a insisté sur "l'importance d'ouvrir la formation des jeunes à ce genre d'entreprises performantes, notamment pour les universitaires, et d'accueillir des stagiaires, ce qui permettrait de développer des activités complémentaires". "Nous œuvrons à faire de ces succes-stories des exemples inspirants pour les start-up et les étudiants. Dans cette optique, il a été convenu que dans toutes les formations organisées actuellement dans les maisons de l'entrepreneuriat, que ce soit à l'université ou dans les centres de formation professionnelle, des sorties de terrain seront programmées pour permettre aux étudiants de visiter des micro-entreprises et de découvrir leurs parcours réussis", a-t-il affirmé. Le ministre a également visité le Centre de développement de l'entrepreneuriat de l'Institut national spécialisé de formation professionnelle et d'apprentissage Chahid Kouider Brini, qui a formé 37 jeunes porteurs de projets lors de trois sessions de formation, selon les explications présentées. Par ailleurs, il a présidé la cérémonie de signature de conventions-cadres entre l'ANADE, la Chambre de commerce et d'industrie de la wilaya, l'Union des promoteurs immobiliers de la région Ouest, ainsi qu'une usine de production de gants médicaux, en vue de renforcer les mécanismes de formation et d'accompagnement sur le terrain, et d'ouvrir des opportunités de stages pour les étudiants. En outre, M. Ouadah a visité l'Université Belhadj Bouchaïb d'Aïn Temouchent, où il a pris connaissance de plusieurs projets innovants et start-up hébergés par l'incubateur de l'université, qui compte 233 étudiants inscrits cette année. Il a également assisté à une partie d'une session de formation organisée au Centre de développement de l'entrepreneuriat de cet établissement d'enseignement supérieur. Le ministre a achevé sa visite par une rencontre avec des gérants de start-up et des micro-entreprises, ainsi que des porteurs de projets réaffirmant que "l'Etat a mis en place le cadre juridique nécessaire pour accompagner ce type d'entreprises dans une démarche visant à diversifier l'économie nationale".

ILLIZI

Recensement de plus de 150 oiseaux nicheurs par le RNOOA

Au moins 157 oiseaux nicheurs ont été recensés durant le mois de mai 2025 à Illizi, par le Réseau National des Observateurs Ornithologues Algériens (R.N.O.O.A), a-t-on appris samedi auprès de la Conservation des forêts. L'observation a été menée dans deux principaux sites de prédilection de ces oiseaux nicheurs, l'un derrière la pépinière de Sidi-Bouslah, et l'autre au niveau de l'ancien exutoire des eaux usées, derrière la gare routière, où 15 espèces avifaunes ont été décomptées, sept (7) aquatiques et huit (8) sauvages, a précisé à l'APS, la chargée de communication d la Conservation des forêts, Amel Belghit. Les oiseaux recensés comprennent notamment le courlis cendré, le canard à bec jaune, le cormoran huppé, le guêpier à tête noire, le balbuzard gris, le martin-pêcheur brillant, le balbuzard des troupeaux, le martin-pêcheur des marais occidentaux, le martin-pêcheur printanier, le faucon crécerelle, le martin-pêcheur couronné, le moucherolle tacheté, le héron à collier et la chouette de Butler, a-t-elle détaillé. Le recensement ornithologique a laissé apparaitre cette année un recul du nombre d'espèces avifaunes observées comparativement aux années précédentes, en raison notamment des conditions climatiques défavorables qui ont influé négativement sur la nidification des oiseaux, selon la même source.

DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL À OUM EL BOUAGHI

Trois unités de production mises en service

Dans le cadre de la dynamisation de l'investissement et de la diversification de l'économie locale, le wali d'Oum El Bouaghi, Benabdellah Chaibdor, a effectué, tés de production ont été mises en service à cette occasion, permettant la création de centaines d'emplois directs. À Meskiana, le wali a inauguré la laiterie privée Wisslait, spécialisée dans la production de lait pasteurisé.

Avec une capacité initiale de 4.000 litres par jour, l'unité produit également du lait partiellement écrémé subventionné à 25 dinars, ainsi que divers fromages et autres produits dérivés. Trois autres laiteries sont attendues d'ici novembre 2025 et début 2026, pour une capacité globale mensuelle de 500.000 litres, ce qui permettra de couvrir les besoins de la wilaya. Le chef de l'exécutif a salué les efforts de l'investisseur, qui est parvenu à relever le défi malgré l'exiguïté de la superficie exploitée.

Ce promoteur, faut-il le rappeler, a également bénéficié de la carcasse d'un ancien marché communal, dans le cadre d'un accord avec la municipalité. Cette bâtisse est en cours d'aménagement, en attendant sa mise en service. Durant cette visite, le wali a prêté une oreille attentive aux préoccupations des citoyens et a promis leur prise en charge par les services compétents. Dans la commune de Oued Nini, relevant de la daïra de F'kirina, Chaibdor a visité le chantier de l'unité de production d'eau minérale de l'investisseur Meziani. Il a annoncé, à cette occasion, sa mise en service pour fin août 2025., qui produit 25.000 bouteilles par heure, créera une cinquantaine d'emplois. Enfin, à Aïn M'lila, le chef de l'exécutif s'est rendu à une unité de production de filtres pour véhicules légers et lourds. L'unité, d'une capacité de cinq millions d'unités par an, offrira une centaine d'emplois, toutes catégories confondues. Il a procédé à sa mise en service, tout en instruisant les responsables de lever rapidement les dernières réserves pour un démarrage effectif dans les plus brefs délais.

ORAN

Plus de 3000 inscrits aux formations de premiers secours

Le bureau du Croissant-Rouge Algérien (CRA) d'Oran a recensé plus de 3000 inscrits aux formations en secourisme, qui ont débuté, vendredi, sous le slogan "Un secouriste dans chaque foyer".
Ces formations gratuites s'inscrivent dans le cadre de la campagne nationale organisée par le CRA, visant à former le plus grand nombre de secouristes au niveau national.
La présence de plus de 3000 inscrits à Oran témoigne de l'intérêt que portent les jeunes à ce type de formation spécialisée, s'est félicité le président du bureau d'Oran de cette organisation, Kamel Mouchi.
L'accent sera mis, lors de cette formation, sur les modes d'intervention et de sauvetage lors d'accidents domestiques, de la route, de travail, ainsi que dans les espaces de loisirs et de sport, selon la même source.
Cette formation se déroule en quatre sessions. La première, qui a été lancée aujourd'hui, concerne les daïras d'Arzew, Béthioua et Gdyel, et se tient, deux jours durant, au Centre culturel et au Complexe sportif les Jardins d'Arzew.
Le Centre culturel Mohamed Belkebir à Oued Tlélat accueillera, pour sa part, les inscrits des daïras de Oued Tlélat et Es-Senia, les 8 et 9 août.
Par ailleurs, la salle omnisports de Ain Turk recevra les inscrits des daïras d'Ain Turk et Boutlélis les 15 et 16 août, tandis que les formations pour les daïras d'Oran et Bir El Djir auront lieu les 22 et 23 du mois courant au Centre de loisirs scientifiques d'Oran.
Pas moins de 11 formateurs agréés ont été mobilisés pour assurer cette formation, a indiqué M. Mouchi, qui a souligné que ces formateurs ont reçu une formation de haut niveau.

À TRAVERS DIFFÉRENTES WILAYAS DU PAYS

Lancement de travaux d'aménagement et d'entretien des réseaux d'assainissement

Les autorités locales à travers différentes wilayas du pays ont lancé de vastes travaux d'aménagement et d'entretien des réseaux d'assainissement pour maintenir un environnement propre durant la saison estivale, indique jeudi un communiqué du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire.
« Dans le cadre de la protection de la santé des citoyens et du renforcement de la prévention, les autorités locales à travers différentes wilayas du pays ont lancé de vastes travaux d'aménagement et d'entretien des réseaux d'assainissement pour maintenir un environnement propre, notamment durant la saison estivale », précise le communiqué.
Ces travaux consistent en « le nettoyage en profondeur des réseaux d'assainissement afin de prévenir leur obstruction et l'accumulation des déchets, notamment dans les zones à forte densité démographique », « la maintenance et la rénovation des réseaux dégradés », et « la préparation anticipée de la saison des pluies, en vérifiant l'état des canalisations d'évacuation des eaux pluviales pour prévenir les inondations ».
Il s'agit également de « l'inauguration de nouveaux projets d'assainissement dans plusieurs régions, ainsi que dans les nouveaux pôles urbains, en sus de l'élimination des points noirs », selon la même source.
Ces initiatives s'inscrivent dans le cadre des « efforts continus déployés par l'Etat pour préserver la santé publique, améliorer le cadre de vie des citoyens, réduire les risques de pollution et de propagation des épidémies et garantir un environnement sain et sûr pour tous », conclut le communiqué.

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT 2026

Un budget prévisionnel de 530 milliards à Batna

La wilaya a dévoilé, un ambitieux plan de développement pour l'exercice 2026, avec 702 projets proposés dans tous les secteurs vitaux, pour un budget prévisionnel de 530 milliards. Cette programmation, encore en attente de validation budgétaire, reflète la volonté des autorités locales d'améliorer durablement le cadre de vie des citoyens.
Le secteur de l'éducation s'accapare la part la plus importante de cette planification, avec près de 500 projets, soit plus de 70 % du total. Ce choix stratégique traduit l'engagement des pouvoirs publics à combler les déficits en infrastructures éducatives et à améliorer les conditions d'enseignement, aussi bien dans les zones urbaines que rurales.
Les projets incluent la construction de nouvelles écoles primaires, de Collèges d'Enseignement Moyen (CEM) et de lycées dans les communes connaissant une croissance démographique, mais aussi la réhabilitation des établissements existants.
S'ajoutent la création de cantines, d'internats, d'Unités de Dépistage et de Suivi (UDS), l'aménagement d'espaces de jeux et de sport, ainsi que l'amélioration des réseaux d'eau et d'électricité dans les établissements.
Outre l'éducation, la programmation pour 2026 touche plusieurs autres domaines clés, tels que la santé, l'hydraulique, les routes, l'environnement, l'habitat, la culture et la jeunesse et les sports. L'ensemble des projets a été élaboré dans le cadre d'une approche participative réunissant directions sectorielles, chefs de daïra, élus locaux et services techniques.
Ce programme sera soumis à un arbitrage budgétaire en vue de sa concrétisation à partir de l'année 2026.
Il marque la poursuite des efforts de développement local menés dans la wilaya, dans l'optique d'un aménagement équilibré du territoire et d'un renforcement des infrastructures de base.

Le FMI revoit à la hausse ses prévisions de croissance mondiale

L'augmentation de 3 % en 2025 et de 3,1 % en 2026 est due à l'activité chinoise et aux stocks faits par les entreprises américaines.

Par Julien Bouissou

Pour l'heure, les déclarations fracassantes de Donald Trump et son offensive douanière menée depuis son retour à la Maison Blanche ont à peine égratigné l'économie mondiale. Selon ses dernières estimations publiées mardi 29 juillet, le Fonds monétaire international (FMI) table sur une croissance mondiale de 3 % en 2025 et de 3,1 % en 2026, soit une hausse respective de 0,2 point et de 0,1 point de pourcentage par rapport à ses prévisions d'avril. Une croissance qui se poursuit à un rythme quasi normal, en somme, comme si rien ou presque ne s'était passé. Cela s'explique principalement, selon le FMI, par des « droits de douane aux Etats-Unis en moyenne plus bas que ceux annoncés en avril », un rebond des importations outreatlantique, où les entreprises regarnissent leurs stocks au plus vite avant de subir les nouvelles taxes douanières, un « affaiblissement du dollar américain », qui permet aux pays émergents d'assouplir leur politique monétaire, et une « expansion budgétaire » dans plusieurs pays, dont les Etats-Unis, ce qui dope l'activité. C'est surtout la Chine qui dépasse les attentes avec une croissance annuelle de 6 % au premier trimestre 2025, grâce à une dépréciation de sa monnaie, le renminbi, qui a renforcé sa compétitivité et, dans une moindre mesure, à la meilleure santé de sa consommation intérieure, soutenue par une relance budgétaire. Sa croissance devrait atteindre 4,8 % en 2025, en hausse de 0,8 point de pourcentage par rapport aux prévisions d'avril. La croissance de l'Union européenne (UE) est aussi revue à la hausse, de 0,8 % à 1 % en 2025, portée par les bonnes performances de l'économie irlandaise, qui a vu ses exportations de produits pharmaceutiques bondir vers les Etats-Unis, avant qu'ils ne soient soumis aux nouveaux droits de douane.

Ce même phénomène d'anticipation explique le dynamisme du commerce mondial, avec une croissance revue à la hausse de 0,9 point de pourcentage, pour atteindre 2,6 % en 2025, et qui devrait ralentir en 2026. Les entreprises américaines ont gonflé leurs stocks avant que les nouveaux droits de douane de Donald Trump soient mis en place – ce qui signifie que leurs achats diminueront ensuite. Le rebond d'activité risque donc d'être de courte durée. L'offensive protectionniste du président américain a probablement amplifié la perception de la menace, alors que ses effets ont, jusqu'ici, été compensés. Exemple : les réductions d'impôts dont bénéficient les entreprises dans le nouveau budget américain pourraient leur faire économiser 100 milliards de dollars (86,3 milliards d'euros) et les aider à amortir le coût supplémentaire des taxes aux importations. Risque de relancer l'inflation

Est-on rentré dans l'ère du « capitalisme Tefal », selon l'expression de l'hebdomadaire britannique The Economist, à savoir un capitalisme résilient, qui résiste aussi bien aux coups de griffe de Donald Trump qu'aux secousses géopolitiques comme la guerre entre la Russie et l'Ukraine ? Le FMI reste prudent. Même si les droits de douane récemment dévoilés, notamment ceux imposés au Japon, le 22 juillet, et à l'UE, le 27 juillet, sont inférieurs à ceux d'avril, ils s'élèvent en moyenne à 17 %, alors qu'ils n'étaient que de 2,5 % avant l'arrivée de Donald Trump à la Maison Blanche. « Même si le choc commercial pourrait finalement être moins brutal qu'on ne l'avait redouté, il demeure conséquent et pèse bel et bien sur l'économie mondiale », souligne Pierre-Olivier Gourinchas, le chef économiste du FMI. Sans guerre tarifaire, la croissance mondiale aurait été plus élevée de 0,2 point de pourcentage en 2025. La hausse des taxes aux importations risque aussi de relancer l'inflation. Pour l'instant, celle-ci est conforme aux prévisions d'avril et devrait se hisser à 4,2 % en 2025, avant de ralentir à 3,6 % en 2026. Mais, sur le second semestre 2025, elle devrait repartir à la hausse. D'autant qu'au lieu de s'apprécier, le dollar a enregistré au premier semestre sa pire dégringolade depuis le début des années 1970. Cette baisse d'environ 10 % renchérit encore davantage le coût des importations américaines. Les accords avec le Japon ou l'UE marqueront-ils la fin des turbulences ? Pas sûr, tant ces compromis semblent fragiles et provisoires. « En l'absence d'accords exhaustifs, l'incertitude qui entoure le commerce mondial risque de freiner davantage l'investissement et l'activité», martèle M. Gourinchas. Au milieu de tant d'inconnues, le rôle des banques centrales est devenu crucial pour garantir la stabilité économique. « Il est essentiel de réaffirmer et de préserver le principe d'indépendance des banques centrales », rappelle le chef économiste du FMI. Un avertissement lancé à Donald Trump qui ne cesse de vouloir dicter à Jerome Powell, le président de la Réserve fédérale, les mesures à prendre en matière de politique monétaire, à savoir baisser les taux directeurs, allant même jusqu'à le menacer de le limoger.

Source : Le Monde.fr publié 31/07/2025

L'Europe renonce un peu plus encore au pacte vert

Par Par Adrien Pécout

Bruxelles s'est engagée à porter les achats européens en produits énergétiques américains à 750 milliards de dollars sur trois ans, au risque d'écorner ses engagements climatiques

L'accord présenté dimanche 27 juillet entre les EtatsUnis de Donald Trump et la Commission européenne d'Ursula von der Leyen n'est pas qu'une affaire de barrières douanières ; en l'espèce, 15 % sur les importations de produits européens, à compter du vendredi 1er août. La Commission s'est engagée à ce que les Etats membres de l'Union européenne (UE) augmentent considérablement leur approvisionnement énergétique depuis les Etats-Unis au cours des trois prochaines années. Promesse officielle : porter le total des achats européens à 750 milliards de dollars (650 milliards d'euros) sur trois ans pour s'approvisionner en pétrole, en gaz naturel liquéfié (GNL) ou en combustible nucléaire américains, soit en moyenne 250 milliards de dollars par an. Dans l'attente de précisions, ce montant intrigue. Selon le média en ligne Contexte, il pourrait représenter le cumul d'investissements déjà prévus par les entreprises européennes. Juridiquement, « l'UE ne peut pas contraindre les entreprises » à tel ou tel achat, souligne Phuc-Vinh Nguyen, responsable du centre énergie de l'Institut Jacques-Delors. En 2019, la Chine avait déjà promis à M. Trump d'accroître ses achats en énergie ; sans finalement atteindre les niveaux annoncés. « Plus facile à dire qu'à faire » Mardi 29 juillet, la Commission a considéré que le montant de 750 milliards « contribuera à remplacer le gaz et le pétrole russes » encore en circulation dans l'UE. Depuis 2022 et le début de la guerre en Ukraine, elle se fixe l'objectif de 2027 pour en finir avec les importations d'hydrocarbures russes. Lundi 28 juillet, la Maison Blanche ne cachait pas sa satisfaction, estimant que l'accord « renforcera la domination énergétique des Etats-Unis ». Mais pour tenir la promesse européenne, il faudrait que les pays de l'UE triplent le montant de leurs achats effectués outre-Atlantique. En 2024, toutes sources d'approvisionnement confondues, les pays de l'UE ont dépensé près de 376 milliards d'euros en importations d'énergie, selon l'office Eurostat – dont environ 65 milliards d'euros pour des livraisons depuis les EtatsUnis, d'après les estimations du Wall Street Journal. Les Etats-Unis sont déjà devenus le premier exportateur de gaz naturel liquéfié parmi les pays de l'UE (à hauteur de 45 % en 2024), et également de pétrole (16 %). « Du côté de la demande, accroître encore la part des Etats-Unis dans les importations énergétiques de l'UE est plus facile à dire qu'à faire », tempère Simone Tagliapietra, chercheur à l'institut Bruegel. Surtout lorsque des firmes européennes ont déjà conclu des contrats de long terme avec d'autres fournisseurs. Du côté de l'offre, le gaz liquéfié peut aussi obéir aux dynamiques du marché, et se vendre jusqu'en Asie plutôt qu'en Europe. Se pose, par ailleurs, la question des infrastructures : l'administration Trump entend faire construire de nouveaux terminaux d'exportation de GNL, mais leur rythme de déploiement est encore incertain. « A ce stade, la faisabilité d'un tel accord reste très floue, voire très bancale », juge Neil Makaroff, directeur du centre de réflexion Strategic Perspectives. Et, au-delà de sa faisabilité ou non, « il serait dangereux que les Européens se placent à ce point dans une situation de dépendance aux aléas de la politique américaine », ajoute-t-il, d'un point de vue géopolitique. « L'Europe n'a rien appris de la dépendance qu'elle a entretenue avec la Russie », déplore Anna-Lena Rebaud, chargée de campagne pour l'association Les Amis de la Terre. Lucie Pinson, directrice de l'ONG Reclaim Finance, y voit aussi « un signal désastreux » en matière de lutte contre le réchauffement climatique. Car, à l'heure où la consommation gazière décroît au niveau européen, la Commission entend miser là encore des centaines de milliards d'euros sur l'importation d'énergies fossiles. Soit « un tournant radical » par rapport au pacte vert pour l'Europe de 2019, selon Esther Bollendorff, porte-parole du Climate Action Network Europe.

Source : le monde.fr publié le 31/07/2025

TUNISIE

Lancement d'un projet d'envergure pour l'employabilité des jeunes

La formation professionnelle joue un rôle crucial dans l'employabilité des jeunes en Tunisie, avec plusieurs initiatives publiques et privées visant à améliorer leurs compétences et faciliter leur insertion dans le marché du travail. Des projets pilotes, démontrent l'efficacité de la collaboration entre le secteur public et privé pour adapter la formation aux besoins du marché.
Récemment, le projet « Tunisie Professionnelle » a été officiellement lancé à Tunis à l'occasion d'un atelier stratégique interinstitutionnel tenu au ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (MEFP).
Mis en œuvre par l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI), en partenariat avec le MEFP et avec le soutien de l'Agence Italienne pour la Coopération au Développement (AICS), ce projet s'inscrit dans une dynamique de réforme ambitieuse de structures de formation professionnelle en Tunisie.
D'une durée de trois ans et doté d'un budget de 6,5 millions d'euros, intégralement financé par la Coopération Italienne, le projet vise à améliorer l'employabilité des jeunes, en particulier des femmes, à travers une offre de formation plus inclusive, moderne et connectée aux besoins réels du marché du travail.
L'atelier de lancement a réuni les représentants du MEFP, de l'Agence Tunisienne de la Formation Professionnelle (ATFP), de l'Agence de la Formation dans les Métiers du Tourisme (AFMT), de l'AICS et de l'ONUDI où les échanges ont permis de discuter le plan d'action de la première année, de clarifier les rôles des parties prenantes et de poser les fondements d'une gouvernance partagée.
Le projet contribue directement à la réalisation de plusieurs Objectifs de Développement Durable (ODD), notamment l'ODD 4 (éducation de qualité), l'ODD 8 (travail décent et croissance économique) et l'ODD 9 (industrie, innovation et infrastructure).
Ce partenariat tripartite reflète une volonté commune d'agir concrètement en faveur de l'autonomisation des jeunes, de l'inclusion économique et du développement durable.

MAURITANIE- CHINE

Signature d'un mémorandum d'entente dans le domaine sécuritaire

Pays sahélien, la Mauritanie est confrontée à une situation sécuritaire instable, en raison notamment du terrorisme et du crime organisé. Avec cet accord, le pays optimise les mesures de lutte contre ces menaces.

La Mauritanie et la Chine ont signé le jeudi 31 juillet 2025 un mémorandum d'entente dans le domaine de la sécurité, a annoncé le ministre mauritanien des Affaires étrangères, Mohamed Salem Merzoug, sur son compte X (ex-Twitter).
Ce mémorandum vise à consolider « la coordination commune en matière de sécurité, améliorer l'efficacité des capacités humaines et opérationnelles, relever les défis sécuritaires dans le respect de la souveraineté nationale et conformément à la Charte des Nations Unies et aux cadres internationaux pertinents », a indiqué M. Merzoug. Il s'inscrit dans le cadre de l'initiative mondiale pour la sécurité.
Pays sahélien, la situation sécuritaire en Mauritanie reste relativement instable, selon le ministère des Affaires étrangères du pays. Les menaces transnationales, notamment le terrorisme, la criminalité organisée et la migration illégale, restent des préoccupations majeures dans la région. Toutefois, les autorités mauritaniennes prennent des mesures pour lutter contre ces menaces.
A l'occasion de la célébration du 60e anniversaire des relations diplomatiques entre la Mauritanie et la Chine, en juillet dernier, le président mauritanien a exprimé sa volonté d'adopter une diplomatie active et équilibrée, visant à favoriser une coopération fructueuse et constructive. Il a également souligné l'importance de soutenir la sécurité, la paix et la stabilité aux niveaux régional, continental et international. Ces déclarations ont été faites lors d'un entretien accordé à l'agence de presse Xinhua.
Outre la question de la sécurité, les relations sino-mauritaniennes s'appuient sur plusieurs partenariats, notamment la santé, la jeunesse, les sports, l'assainissement, les transports et l'allègement de la dette. Notons que la Chine fait partie des partenaires commerciaux importants de la Mauritanie.
Les échanges commerciaux entre les deux pays sont passés de 2,2 milliards $ en 2023 à 2,4 milliards $ en 2024, selon l'International Trade Centre.

POUR RÉPONDRE À SES BESOINS EN ÉNERGIE ET EN ALIMENTATION

L'Égypte obtient 1,8 milliard de dollars de financement de l'ITFC

Les discussions au Caire ont souligné l'importance de stimuler les exportations, la croissance industrielle, la création d'emplois et l'investissement direct étranger.
L'Egypte a obtenu un financement commercial de 1,8 milliard de dollars de la part de la Société Internationale Islamique de Financement du Commerce (ITFC) depuis le début de l'année 2025, a annoncé mardi 29 juillet la ministère de la Planification, du Développement économique et de la Coopération internationale Rania Al-Mashat.
Le financement comprend un milliard de dollars alloué à la Société Générale Égyptienne du Pétrole (EGPC) et 814,2 millions de dollars destinés à l'Autorité Générale pour l'Approvisionnement en Produits de Base (GASC), (General Authority of Supply commodities).
La ministre a souligné l'importance de la contribution de l'ITFC pour répondre aux besoins de l'Egypte en énergie et en produits de première nécessité.
Cette annonce fait suite à une réunion au Caire entre Rania Al-Mashat et le PDG de l'ITFC, Hani Salem Sonbol, lors de laquelle les deux parties se sont engagées à approfondir leur coopération dans des secteurs clés comme l'énergie, le commerce, la sécurité alimentaire et le développement numérique.
Depuis sa création en 2008, l'ITFC a accordé un total de 22,2 milliards de dollars à l'Égypte faisant du pays l'un de ses plus grands et fidèles bénéficiaires.
Les discussions au Caire ont souligné l'importance de stimuler les exportations, la croissance industrielle, la création d'emplois et l'investissement direct étranger. Al-Mashat a indiqué que les réformes économiques mises en œuvre depuis mars 2024 ont permis de stabiliser l'environnement macroéconomique de l'Égypte et d'améliorer les conditions d'investissement.Les deux parties ont également passé en revue les initiatives en cours, notamment la deuxième phase du programme de formation à l'exportation STEP 2, l'initiative « Femmes dans le Commerce » dans le cadre du programme régional AFTIAS 2.0, ainsi que le financement des centres de recherche et des instituts de formation destinés à renforcer la capacité d'exportation et le potentiel d'innovation de l'Egypte.
La réunion s'est achevée par un engagement à renforcer la coordination entre les équipes techniques du ministère et de l'ITFC afin de concevoir des projets de développement et d'en maximiser l'impact.

ARABIE SAOUDITE

Le FMI relève ses prévisions de croissance pour 2025 à 3,6 %

Le Fonds monétaire international (FMI) a relevé sa prévision de croissance économique pour l'Arabie saoudite en 2025 à 3,6 %, contre 3 % en avril, soulignant la vigueur du secteur hors pétrole et la levée attendue des coupes de production de l'OPEP+.
Dans sa dernière mise à jour du World Economic Outlook, le FMI indique que cette révision reflète une expansion plus soutenue que prévu du secteur non pétrolier. La croissance du Royaume devrait ainsi dépasser la moyenne mondiale (3 %) l'an prochain, se hissant au-dessus de celle de la plupart des pays du Golfe voisins.
À moyen terme, le FMI anticipe une hausse de la croissance à 3,9 % en 2026, avant une stabilisation autour de 3,5 %. Le PIB hors pétrole est estimé en croissance de 3,4 % en 2025, légèrement en retrait par rapport aux 4,2 % enregistrés en 2024. Toutefois, les perspectives à moyen terme restent solides, avec une progression approchant 4 % en 2027, pour atteindre environ 3,5 % à la fin de la décennie.
Les conditions sur le marché du travail se sont également améliorées : le taux de chômage des Saoudiens a atteint un niveau record de 7 % en 2024, selon le FMI.
L'inflation demeure maîtrisée—le taux global devrait rester proche de 2 %, grâce à l'ancrage au dollar et au cadre des subventions en vigueur.
Sur le plan budgétaire, le FMI estime que l'augmentation des dépenses publiques en 2025—entraînant un déficit plus élevé que prévu—reste justifiée. Il met en garde contre de nouvelles coupes liées à la baisse des prix du pétrole, qui risqueraient de peser sur la croissance en rendant la politique budgétaire procyclique. Le Fonds recommande une consolidation budgétaire progressive à moyen terme, notamment via l'augmentation des recettes non pétrolières, la suppression progressive des subventions énergétiques et la rationalisation des dépenses publiques.
Malgré certaines pressions liées à la forte croissance du crédit et aux coûts de financement, le secteur bancaire saoudien demeure résilient, selon le FMI. La Banque centrale saoudienne a introduit un coussin de capital contracyclique et continue de renforcer le cadre réglementaire.
Le rapport souligne l'importance de poursuivre les réformes structurelles pour soutenir la diversification de l'économie hors pétrole. Il appelle à avancer sur la gouvernance, le développement du capital humain, l'accès aux services financiers, la numérisation et le développement des marchés de capitaux — indépendamment des fluctuations des prix du pétrole.

SÉNÉGAL

Une stratégie nationale de développement de la filière blé est en gestation

Au Sénégal, le blé constitue le deuxième poste de dépenses des importations alimentaires après le riz. Les autorités accélèrent la mise en place d'une filière locale structurée pour entamer une production à grande échelle et réduire la dépendance vis-à-vis des marchés extérieurs.

Le Sénégal veut structurer la culture du blé pour développer une production locale encore inexistante. C'est dans cette optique qu'un atelier national de réflexion sur le développement de la filière, réunissant producteurs, chercheurs, transformateurs et autorités, a été organisé du 29 au 30 juillet à Saint-Louis.

L'objectif affiché est clair : jeter les bases d'une stratégie nationale de développement de la filière, avec un programme opérationnel à la clé. Selon les informations relayées par l'Agence de presse sénégalaise (APS), cette initiative s'inscrit dans le cadre du projet FIRST ACT, piloté par la Direction de la recherche et de l'innovation, en collaboration avec des partenaires internationaux.

« L'organisation de cet atelier est l'aboutissement de toutes les activités de ce projet, qui réunit aujourd'hui tous les acteurs, donc tous les partenaires, pour discuter de la mise en place de ce programme », explique El Hadj Malick Lèye, coordonnateur dudit projet.

Il convient de noter que des avancées techniques ont déjà été réalisées dans le cadre de cet objectif. Depuis 2023, l'Institut sénégalais de recherches agricoles (ISRA) est déjà parvenu à développer et homologuer huit variétés de blé produites localement. D'après M. Lèye, ces nouveaux matériels végétaux sont actuellement testés dans la vallée du fleuve Sénégal, où des parcelles de démonstration ont permis d'évaluer leur rendement et leur adaptabilité.

Le responsable souligne en outre que des formations ont été organisées pour accompagner les producteurs, confirmant leur intérêt pour la culture de cette céréale jusque-là marginale dans le pays.

Alors que la prochaine étape est de diffuser les semences développées pour viser une culture à grande échelle, l'élaboration d'une stratégie nationale de développement de la filière blé permettra de coordonner les acteurs de la chaîne de valeur, sécuriser les investissements publics et privés, et définir des objectifs de production clairs, en intégrant les enjeux de productivité, de transformation locale et de durabilité.

CUIVRE

Koryx sécurise 18 millions $ pour les études techniques du projet Haib en Namibie

Avec le marché haussier du cuivre, les opérateurs miniers intensifient les investissements pour faire avancer leurs projets. C'est le cas du canadien Koryx Copper qui poursuit les travaux dans l'objectif de lancer sa première mine de cuivre en Namibie.

Le jeudi 31 juillet, Koryx Copper a annoncé la sécurisation d'un montant de 25 millions de dollars canadiens (environ 18 millions USD) à l'issue d'une série de placement d'actions lancée en début de mois. Selon les détails fournis, ces fonds serviront principalement à financer les études techniques entamées pour le projet de cuivre Haib en Namibie. « La société a l'intention d'utiliser le produit net de l'offre et du placement pour faire avancer les études techniques sur le projet de cuivre Haib et poursuivre l'exploration de la propriété, le fonds de roulement et les besoins généraux de l'entreprise » lit-on ainsi dans son communiqué.

La compagnie canadienne prépare la finalisation de l'étude économique préliminaire (PEA) d'ici la fin de ce troisième trimestre. Ce document sert notamment à démontrer la faisabilité technique et économique de l'exploitation commerciale d'une future mine. Parallèlement, elle société mène actuellement des travaux d'optimisation des infrastructures du site minier de Haib, incluant notamment la planification des coûts liés à l'eau, à l'électricité et à la logistique.

En finançant ces travaux, Koryx entend progresser dans le développement du projet Haib, dans un contexte haussier pour le marché du cuivre. Selon la Banque mondiale, les cours du métal rouge sont passés d'une moyenne de 9142 USD la tonne en 2024 à un prix moyen de 9515 USD au deuxième trimestre 2025. Une dynamique notamment influencée cette année par la politique commerciale des États-Unis, alors qu'un déficit d'approvisionnement de 40% du métal est prévu d'ici 2035 par l'AIE.

Koryx pourrait aider à réduire ce manque grâce à Haib, dont la capacité de production est actuellement estimée à 35 332 tonnes par an. Cela reste toutefois conditionné à la finalisation des études en cours, à l'obtention des permis miniers auprès des autorités namibiennes, ainsi qu'à la mobilisation du financement nécessaire. Ce montant devrait figurer dans une étude de faisabilité (PFS) que Koryx prévoit de lancer au premier semestre 2026.

FONDS MONDIAL POUR LA NATURE (WWF).

26% des espèces de poissons d'eau douce sont menacées d'extinction en Afrique

Le rapport souligne que le déclin rapide de nombreuses espèces de poissons d'eau douce sur le continent menace directement la sécurité alimentaire, les moyens de subsistance de millions de personnes, l'équilibre des écosystèmes et les capacités d'adaptation au changement climatique.

Environ 26 % des espèces de poissons d'eau douce répertoriées en Afrique sont menacées d'extinction, en raison notamment de la surpêche, la destruction des habitats, la pollution et le changement climatique, selon un rapport publié le vendredi 11 juillet 2025 par le Fonds mondial pour la nature (WWF).

Intitulé « Africa's forgotten fishes…and the emergency recovery plan to save them », le rapport indique que le nombre réel des espèces menacées pourrait être beaucoup plus élevé, au vu des lacunes importantes dans les données.

Plus de 3200 espèces de poissons d'eau douce ont été recensées en Afrique, dont 28 nouvelles espèces décrites rien qu'en 2024.

Certaines espèces n'ont pas encore été évaluées, et beaucoup le sont encore peu. 558 espèces sont en effet classées dans la catégorie « données insuffisantes» dans la liste rouge établie par l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN).

Les poissons d'eau douce sont vitaux pour l'homme et la nature, car ils soutiennent l'équilibre des écosystèmes, améliorent la sécurité alimentaire pour des millions de personnes, tout en soutenant d'innombrables moyens de subsistance, en particulier dans les communautés vulnérables et les pays enclavés.

Les pêcheries artisanales soutiennent les économies nationales, le commerce régional et contribuent de plus en plus aux chaînes d'approvisionnement mondiales, notamment par l'exportation de poissons séchés ou fumés, d'espèces ornementales pour aquariums, et par le tourisme de pêche sportive à haute valeur ajoutée.

L'Afrique affiche la plus forte consommation par habitant de poissons d'eau douce au monde : 2,56 kg par personne et par an, soit 28% de plus que l'Asie.

Plus de 3 millions de tonnes de poissons d'eau douce sont pêchées chaque année en Afrique, ce qui représente près de 30% des prises mondiales de ce genre de poissons.

Le continent compte 12 des 25 premiers pays producteurs de poissons dans les eaux continentales dans le monde, avec l'Ouganda et la Tanzanie occupant respectivement le 6e et le 7e rangs.

POUR UN PROGRAMME ÉNERGÉTIQUE

La Zambie obtiendra 200 millions $ de la Banque mondiale

Fortement tributaire de l'hydroélectricité, le pays est vulnérable aux épisodes de sécheresse, qui provoquent des coupures fréquentes. Pour atténuer cette dépendance, les autorités misent de plus en plus sur des solutions alternatives.

Le lundi 28 juillet 2025, la Banque mondiale a approuvé une subvention de 200 millions de dollars via l'IDA pour la 13e phase du programme Accelerating Sustainable and Clean Energy Access Transformation (ASCENT), qui apportera d'ici cinq ans une énergie fiable et durable à plus d'un million de Zambiens.

Le projet prévoit d'électrifier les zones rurales isolées tout en garantissant une énergie fiable et abordable aux entreprises et industries. Il entend aussi introduire de nouvelles technologies et former les communautés locales à la gestion et à l'entretien des infrastructures énergétiques.

« Nous sommes ravis d'entamer cette nouvelle phase, et nous nous réjouissons de l'impact positif qu'elle aura sur les communautés locales », a déclaré Yadviga Viktorivna Semikolenova, responsable des pratiques énergétiques pour l'Afrique orientale et australe à la Banque mondiale.

En Zambie, l'accès à l'électricité reste limité. Très dépendant de l'hydroélectricité, le pays subit de plein fouet les sécheresses, sources de coupures récurrentes.

CÔTE D'IVOIRE

La subvention à la filière coton a plus que doublé en 2025/2026

La Côte d'Ivoire est le troisième producteur ouest-africain de coton après le Mali et le Bénin. Après une campagne 2024/2025 difficile, le gouvernement renforce son appui à la filière qui souhaite se relancer au cours de l'actuelle campagne.

En Côte d'Ivoire, le gouvernement consacrera un budget de 25,3 milliards de francs CFA (44 millions $) à la subvention de la filière coton pour le compte de la nouvelle campagne de 2025/2026. C'est ce qu'a annoncé Kobenan Kouassi Adjoumani (photo), ministre de l'Agriculture, le jeudi 31 juillet en conférence de presse.

L'enveloppe annoncée représente plus du double du budget de 11,9 milliards de francs CFA (20,7 millions $) qui y était consacré au cours de la campagne précédente. Cette revalorisation budgétaire permettra notamment de maintenir le prix d'achat à la production du kilogramme de coton graine de premier choix à 310 francs CFA (0,53 $), comme en 2024/2025, d'une part, et de faciliter l'accès aux intrants, d'autre part.

« Cet effort du gouvernement correspond à un appui de 44 Fcfa/kg de coton graine et de 18 000 Fcfa/ha de coton pour réduire les prix de cession des engrais et des insecticides », rapporte le média Abidjan.net, citant le ministre. Il traduit la volonté du gouvernement de soutenir la relance de la production, qui a affiché un recul en glissement annuel de près de 11 % pour s'établir à 311 647 tonnes au terme de la campagne 2024/2025.

POINT-MARCHÉS

L'Europe finit dans le rouge entre droits de douane, résultats et emploi aux Etats-Unis

Les Bourses européennes ont terminé en baisse vendredi après une séance riche en données économiques, avec notamment les chiffres sur l'emploi aux Etats-Unis, en résultats d'entreprises et chahutée par les dernières décisions de Donald Trump en matière de droits de douane.

À Paris, le CAC 40 a perdu 2,91% à 7.546,16 points. À Francfort, le Dax a abandonné 2,47% et à Londres, le FTSE 100 a cédé 0,70%.
L'indice EuroStoxx 50 a baissé de 2,70%, le FTSEurofirst 300 a abandonné 1,92% et le Stoxx 600 a perdu 1,81%.
Sur la semaine, le Stoxx 600 a abandonné 2,50% et le CAC 40 a perdu 3,68%.
Ce vendredi, les marchés ont eu plusieurs données à digérer.
Sur le front commercial, l'administration américaine a présenté vendredi un décret imposant des droits de douane allant de 10% à 41% aux importations en provenance de 69 pays. Le président américain Donald Trump a prévenu que les partenaires qui ne seraient pas parvenus à conclure un accord avant vendredi verraient leurs biens frappés par des surtaxes plus importantes.
Les industriels suisses ont prévenu vendredi que des dizaines de milliers d'emplois étaient menacés après que Donald Trump a imposé à la Suisse l'un des taux de droits de douane les plus élevés de sa présidence.
En ce qui concerne les données économiques, le rapport officiel sur l'emploi aux Etats-Unis a montré vendredi que les créations de postes avaient été bien inférieures aux attentes en juillet, tandis que celle pour juin ont été révisées en forte baisse.
"Ce rapport est assez décevant (...) Les marchés s'inquiètent un peu plus de la situation du marché du travail à la suite du rapport publié aujourd'hui", a déclaré BeiChen Lin, stratège en chef chez Russell Investments.
Après la publication des données, les investisseurs ont augmenté leurs paris sur une baisse des taux d'intérêt en septembre à 81,9%, selon l'outil FedWatch de CME.
"L'année dernière, la Fed a commis une erreur en ne réduisant pas ses taux en juillet, elle a donc dû rattraper son retard lors de sa réunion suivante. Elle devra probablement faire de même cette année", estime Brian Jacobsen, économiste en chef chez Annex Wealth Management.

Valeurs

Le groupe d'assurance français AXA a abandonné 7,85% après avoir fait état d'un résultat net inférieur aux attentes au titre du premier semestre 2025. TP (ex-Teleperformance) a perdu 20,65% après la publication de ses résultats au premier semestre.
Ailleurs en Europe, Daimler Truck Holding AG a perdu 8,71%, le constructeur allemand de camions ayant revu jeudi soir à la baisse une prévision de bénéfice clé pour 2025, ce qui constitue le dernier avertissement en date chez un grand nom du secteur automobile dans un contexte commercial marqué par les droits de douane américains.
Novo Nordisk a perdu 1,81% alors que Donald Trump a envoyé une lettre aux entreprises pharmaceutiques pour les exhorter à réduire les prix des médicaments.

À Wall Street

À l'heure de la clôture en Europe, les échanges à la Bourse de New York indiquaient une baisse de 1,11% pour le Dow Jones, de 1,32% pour le Standard & Poor's 500 et de 1,77% pour le Nasdaq Composite.
Les investisseurs ont pris connaissance des résultats d'Amazon jeudi, le groupe ayant communiqué une prévision de ventes pour le trimestre actuel supérieure aux attentes. Cependant, la division d'informatique dématérialisée ("cloud") du géant américain, Amazon Web Services (AWS), n'a pas été à la hauteur des attentes au deuxième trimestre, lors duquel ses concurrents ont fait mieux qu'anticipé par Wall Street.
Le titre du géant américain chute de 8,06%.

Changes

Le dollar chute après la publication des données sur l'emploi américain en juillet.
Le dollar perd 1,02% face à un panier de devises de référence.
L'euro gagne 1,2% à 1,1552 dollar.

Taux

Les rendements américains baissent fortement après le rapport sur l'emploi qui renforce les probabilités d'une nouvelle baisse des taux d'intérêt par la Fed lors de sa réunion de septembre.
Le rendement des Treasuries à dix ans abandonne 12,1 points de base à 4,2395%. Le deux ans recule de 21,8 points de base à 3,7330%.
Le rendement du Bund allemand à dix ans perd 1,1 point de base à 2,6810%.
Le deux ans recule de 3,6 points de base à 1,9100%.

Pétrole

Les prix du pétrole chutent en raison d'une possible augmentation de la production de l'Opep et de ses alliés dimanche.
Le Brent recule de 2,86% à 69,65 dollars le baril et le brut léger américain (West Texas Intermediate, WTI) abandonne 2,74% à 67,36 dollars.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر
BANK OF ALGERIA
COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN
Cours du : 31 Juillet 2025
Valeur : 04 Août 2025

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	130.7306	130.7456
1	EUR	EURO	149.6212	149.6906
1	GBP	POUND STERLING	173.2449	173.3107
100	JPY	JAPANESE YEN	87.4686	87.5079
1	CNY	CHINESE YUAN	18.1765	18.1791
1	CHF	SWISS FRANC	160.8200	160.9573
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	94.4381	94.4694
1	DKK	DANISH KRONE	20.0535	20.0576
1	SEK	SWEDISH KRONA	13.4157	13.4207
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.6831	12.6883
1	AED	UAE DIRHAM	35.5904	35.5983
1	SAR	SAUDI RIYAL	34.8494	34.8553
1	KWD	KUWAITI DINAR	427.2242	427.4129
1	TND	TUNISIAN DINAR	44.0479	44.4906
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	14.3847	14.3863
1	LYD	LIBYAN DINAR	23.9591	24.0819
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.2741	3.2842
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	177.9834	177.9834

MINÉE PAR L'EMPLOI AMÉRICAIN

Wall Street clôture en berne

La Bourse de New York a terminé en berne vendredi, particulièrement déçue des derniers chiffres de l'emploi aux Etats-Unis, dans un contexte d'officialisation des nouveaux droits de douane imposés par Washington à ses partenaires commerciaux.
Le Dow Jones a perdu 1,23%, l'indice Nasdaq a chuté de 2,24% et l'indice élargi S&P 500 a reculé de 1,60%.
"Les investisseurs commencent à s'inquiéter du fait que l'économie (américaine) s'affaiblit plus rapidement qu'on ne le pensait", commente auprès de l'AFP Sam Stovall, de CFRA.
En cause: la santé du marché de l'emploi américain s'est dégradée en juillet, avec un taux de chômage en progression à 4,2%, contre 4,1% en juin.
Les créations d'emplois se sont, elles, établies à 73.000 le mois précédent, et celles du mois de mai et juin ont été fortement révisées à la baisse, à des niveaux plus vus depuis la pandémie de Covid-19.
"À mon avis, les chiffres de l'emploi d'aujourd'hui ont été TRUQUES pour donner une mauvaise image des Républicains et de MOI-MEME", s'est plaint Donald Trump sur son réseau Truth Social.
Selon Patrick O'Hare, de Briefing.com, "le marché pense que la Fed (banque centrale américaine, ndlr) devra baisser ses taux" lors de sa prochaine réunion en septembre.
Dans ce contexte, les taux obligataires ont dégringolé. Le rendement des emprunts d'État américains à 10 ans se détendait fortement à 4,21%, contre 4,37% à la clôture jeudi. Le deux ans, plus sensible à la conjoncture monétaire, chutait à 3,68%, contre 3,95% "Les événements se succèdent et ils provoquent une correction rapide" du marché, souligne M. Stovall. En parallèle, Donald Trump a en effet signé jeudi soir le décret d'application de ses droits de douane en accordant un répit de quelques jours. Ces derniers doivent désormais entrer en vigueur le 7 août. L'Union européenne (UE), le Japon ou la Corée du Sud voient ainsi leurs produits taxés à hauteur de 15%, et le Royaume-Uni de 10%.
Le taux monte à 30% pour l'Afrique du Sud et à 39% pour la Suisse.
Ottawa, l'une des cibles privilégiées de Donald Trump, voit les droits de douane des produits canadiens, non couverts par un accord préexistant, augmenter à 35%.
Le Mexique a décroché un sursis de 90 jours tandis que la Chine négocie toujours avec Washington, avant la fin de la trêve courant jusqu'au 12 août pour ses produits.
"La tempête commerciale n'est pas terminée et d'autres défis nous attendent", commente Sam Stovall.
Cette salve de nouvelles a failli éclipser les résultats trimestriels de deux géants technologiques, Apple et Amazon.
La firme à la pomme a reculé de 2,50% à 202,38 dollars malgré des résultats nettement supérieurs aux attentes pour le troisième trimestre de son exercice comptable décalé, dopés par l'iPhone.
Le bénéfice net du groupe s'affiche à 23,4 milliards de dollars (+9% sur un an). Rapporté par action, donnée scrutée par le marché, il atteint 1,57 dollar, contre 1,42 projeté par les analystes, selon un consensus établi par FactSet.
Le géant américain du commerce en ligne Amazon (-8,27% à 214,75 dollars) a particulièrement souffert de prévisions jugées décevantes par le marché malgré un bond de 35% de son bénéfice net au deuxième trimestre, à 18,2 milliards de dollars.
Le réseau social Reddit (+17,32% à 188,41 dollars) a bondi après avoir publié des résultats supérieurs aux attentes, notamment un bénéfice net par action de 45 cents, là où les analystes tablaient sur 19 cents.
Les groupes pétroliers américains ExxonMobil (-1,84%) et Chevron (-0,24%) ont terminé dans le rouge après avoir subi un recul de leurs résultats au deuxième trimestre dans le sillage du reflux des cours du pétrole et du gaz naturel.
Les deux entreprises sont malgré tout parvenues à dépasser les attentes du marché.

INFLATION, DETTES ET INCERTITUDE

Les Américains blâment Donald Trump

Étranglés par l'inflation et les dettes, les Américains désignent Donald Trump comme responsable. Six sur dix l'accusent d'avoir fait flamber leur coût de la vie.

En 1992, James Carville, stratège de Bill Clinton, résumait la clé pour convaincre les électeurs en une formule devenue culte : « It's the economy, stupid! ». Si l'économie reste la première préoccupation des électeurs américains, Donald Trump pourrait avoir de quoi s'inquiéter. Les consommateurs américains peinent à joindre les deux bouts, et la majorité en font porter la responsabilité sur Donald Trump. C'est ce que révèle un sondage Morning Consult publié ce jeudi 31 juillet par le think-tank progressiste Century Foundation. Les chiffres sont éloquents : six Américains sur dix considèrent qu'en seulement six mois de mandat, l'administration Trump a déjà eu un impact négatif sur leur coût de la vie.

S'il est prématuré de parler d'un désaveu du président américain, la grogne semble avoir gagné une partie substantielle de l'électorat. Ainsi, interrogés sur la manière dont ils gèrent l'inflation, 61 % des sondés affirment que l'ancien président a eu un impact négatif sur leur pouvoir d'achat, et 63 % sur les prix alimentaires. Près de la moitié d'entre eux (49 %) considèrent même que sa politique a détérioré leurs finances personnelles. «Des millions d'Américains, tous partis et milieux confondus, sont profondément anxieux et peinent à se payer l'essentiel, du logement aux soins médicaux. Donald Trump aggrave ces difficultés », tranche Rachel West, chercheuse à la Century Foundation et coauteure de l'étude, interrogée par le quotidien britannique The Guardian.

Forte précarité

Que pensent les Américains des nouveaux droits de douane, fer de lance de la politique de Donald Trump ? Pas grand-chose de positif : près de huit Américains sur dix, dont 70 % de républicains, y voient une source d'inquiétude et craignent qu'ils n'alourdissent le prix des biens du quotidien.

Pour Julie Margetta Morgan, présidente de la Century Foundation et coauteure de l'étude, le constat est sans appel : «Donald Trump a simultanément fait grimper les prix des produits courants avec une approche irresponsable des tarifs douaniers, démantelé les programmes qui aident les Américains à payer la santé, l'éducation, l'alimentation et la garde d'enfants, et affaibli les régulateurs fédéraux qui empêchent les banques et les grandes entreprises d'arnaquer les consommateurs», a-t-elle déclaré au quotidien britannique The Guardian

FED (ETATS UNIS)

Une baisse des taux trop tardive risque de peser sur l'économie, alertent deux responsables

Dans deux déclarations séparées, les gouverneurs Michelle Bowman et Christopher Waller ont estimé qu'en maintenant les taux «en position légèrement restrictive» la Fed prenait le risque de ralentir un peu plus l'économie américaine alors que l'inflation était proche de la cible à 2%.

Deux responsables de la Réserve fédérale (Fed) ont regretté vendredi, dans des communiqués, la décision de maintenir les taux inchangés lors de la dernière réunion de politique monétaire, estimant qu'une baisse trop tardive risque de peser sur l'activité économique et l'emploi.

Dans deux déclarations séparées, les gouverneurs Michelle Bowman et Christopher Waller ont estimé qu'en maintenant les taux «en position légèrement restrictive», la Fed prenait le risque de ralentir un peu plus l'activité économique américaine. Ces deux responsables se sont tous deux prononcés en faveur d'une baisse des taux mercredi, quand la banque centrale de la première économie mondiale a décidé de les laisser en l'état pour la cinquième fois consécutive. Une telle opposition ne s'était pas vue depuis plus de 30 ans.

La grande majorité des douze membres du comité de politique monétaire avaient estimé qu'il était encore trop tôt pour les bouger, le temps d'y voir clair sur les répercussions économiques de l'offensive protectionniste du président Donald Trump.

Les nouvelles taxes sur les importations risquent, selon les experts, de freiner les échanges, d'augmenter les coûts des entreprises et les prix payés par les consommateurs et d'entraîner un ralentissement de l'économie mondiale. «Je pense qu'un retard» en matière de politique monétaire «risque d'entraîner une détérioration du marché du travail et un ralentissement supplémentaire de la croissance économique», observe Michelle Bowman, dans son communiqué. Une baisse des taux aurait au contraire «protégé de manière préventive» l'économie et le marché du travail, selon elle.

ZONE EURO

L'inflation se maintient à 2 %, alors que la monnaie unique chute face au dollar

L'inflation dans la zone euro s'est maintenue à 2 % en juillet, allégeant la pression sur la BCE. L'euro est en passe de connaître sa pire semaine depuis 2022 sur fond de tensions commerciales et de données américaines solides.

L'inflation ne semble plus être une préoccupation pressante dans la zone euro, se maintenant à un niveau qui permet à la Banque centrale européenne (BCE) de souffler un peu, du moins pour l'instant, notent les économistes.

Selon les chiffres préliminaires publiés vendredi par Eurostat, les prix à la consommation ont augmenté de 2 % en glissement annuel en juillet, soit au même rythme qu'en juin. Sur une base mensuelle, les prix sont restés stables.

Même si les économistes s'attendaient à une légère baisse à 1,9 % en glissement annuel, ce chiffre valide la stratégie de la BCE après des années de pressions inflationnistes persistantes.

Si l'on examine les principales catégories, l'alimentation, l'alcool et le tabac ont connu le taux d'inflation annuel le plus élevé, soit 3,3 % en juillet, contre 3,1 % en juin.

Les services ont suivi avec 3,1 %, en baisse par rapport à 3,3 %, tandis que les biens industriels non énergétiques ont augmenté de 0,8 %.

Les prix de l'énergie sont restés en territoire négatif à -2,5 %

L'inflation de base, qui exclut les prix volatils de l'alimentation et de l'énergie, est restée inchangée à 2,3 %, bien que le chiffre mensuel ait baissé de 0,2 %, la première lecture négative depuis janvier 2025.

Parmi les États membres, l'Estonie et la Croatie ont enregistré les taux d'inflation annuels les plus élevés, à 5,6 % et 4,5 % respectivement, tandis que la France et Chypre ont connu les taux les plus bas, à 0,9 % et 0,1 %.

D'un mois sur l'autre, les prix en Croatie ont augmenté de 1,2 %, tandis que l'Italie a connu une baisse notable de 1 %.

Perspectives de la politique de la BCE : qui vivra verra

La BCE a maintenu ses taux d'intérêt en juillet, signalant la fin d'un cycle d'assouplissement d'un an qui a vu les coûts d'emprunt abaissés à huit reprises à des niveaux jamais atteints depuis novembre 2022.

La semaine dernière, la présidente Christine Lagarde a indiqué que la banque centrale était "dans une bonne position", mais a averti qu'il était difficile d'évaluer l'impact futur des taxes dans un contexte de forces inflationnistes et désinflationnistes. Ces données sur l'inflation renforcent l'approche attentiste actuelle de la BCE, les décideurs politiques examinant maintenant comment l'accord commercial entre l'UE et les États-Unis façonnera l'environnement des prix.

EFFONDREMENT D'UNE MINE AU CHILI

Les recherches s'intensifient pour sauver cinq mineurs

Des équipes de secours intensifiaient les recherches vendredi pour retrouver cinq mineurs piégés après un effondrement qui a fait un mort dans la mine de cuivre d'El Teniente au Chili, la plus grande mine souterraine du monde. Les activités de la mine ont été suspendues. La mine du groupe public Codelco produit 356.000 tonnes par an, soit 6,7% de la production de cuivre du Chili, premier fournisseur mondial de ce métal. "Nous allons prendre une mesure provisoire pour suspendre l'exploitation (...) d'El Teniente", a déclaré la ministre des Mines, Aurora Williams, à des journalistes. Les mineurs bloqués travaillaient à l'extension de cette mine à quelque 900 mètres de profondeur. L'exploitation compte 4.500 km de galeries. Au moins une centaine de secouristes participent à l'opération sans avoir encore réussi à entrer en contact avec les mineurs, a indiqué le directeur général de la mine Andres Music. "Jusqu'à présent, nous n'avons pas pu les contacter. Les galeries sont fermées, elles sont effondrées", a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse. L'accident s'est produit jeudi après-midi à la suite d'un "événement sismique" dont l'origine - naturelle ou bien provoquée par les forages - est encore à l'étude. La secousse, d'une magnitude de 4,2 selon les relevés, a causé la mort d'un travailleur et en a blessé neuf autres.

ROYAUME UNI

L'inflation à 3,6% en juin

Le taux d'inflation annuel au Royaume-Uni est passé à 3,6% en juin 2025, le plus élevé depuis janvier 2024, contre 3,4% en mai et au-dessus des attentes selon lesquelles il resterait inchangé.

La principale pression à la hausse est venue des prix des transports, qui ont augmenté de 1,7% (contre 0,7% en mai), principalement en raison des coûts des carburants automobiles. Des contributions supplémentaires à la hausse sont venues des tarifs aériens, en particulier sur les vols long-courriers et européens, ainsi que des tarifs ferroviaires et de l'entretien et de la réparation de l'équipement de transport personnel.

Les prix des vêtements et des chaussures ont également augmenté (0,5% contre -0,3%) et l'inflation alimentaire a grimpé à 4,5%, le plus élevé depuis février 2024, principalement en raison des gâteaux et du fromage cheddar. En revanche, l'inflation des services est restée stable à 4,7%, tandis que l'inflation a diminué dans le logement et les services publics (7,5% contre 7,7%) et les services aux ménages (6,7% contre 6,9%). Sur une base mensuelle, l'IPC a augmenté de 0,3%, contre 0,2% en mai. L'inflation de base a également accéléré, le taux annuel atteignant 3,7% et le taux mensuel atteignant 0,4%.

FACE AU COLOSSUS DE MUSK

Mark Zuckerberg veut jouer à qui a la plus grosse flotte de calculateurs IA

La course à la puissance de calcul pour l'intelligence artificielle s'intensifie entre les titans de la tech. Mark Zuckerberg réplique à Elon Musk avec des projets de datacenters pharaoniques, promettant une capacité de calcul jamais vue pour atteindre la « superintelligence ».

Dans une annonce fracassante, Meta a officialisé son intention d'investir des sommes colossales pour bâtir l'infrastructure IA la plus puissante au monde. L'entreprise prévoit de consacrer entre 66 et 72 milliards de dollars en 2025 à ses dépenses en capital, une part écrasante étant destinée à ses ambitions en matière d'intelligence artificielle. Cette escalade financière vise à ne laisser aucune chance à la concurrence, notamment xAI d'Elon Musk et son supercalculateur Colossus.

Des projets aux dimensions titanesques

Au cœur de cette stratégie, deux monstres de calcul prennent vie : Prometheus et Hyperion. Le premier, en construction dans l'Ohio, est conçu pour dépasser la barre du gigawatt, une consommation si colossale qu'elle nécessite ses propres centrales électriques au gaz. Son successeur, Hyperion, prévu en Louisiane, repousse encore les limites avec une projection à 5 gigawatts et une emprise au sol comparable à « une partie significative de Manhattan », selon les mots du PDG.
Ces cathédrales de silicium ne sont pas de simples centres de données, elles sont les fondations matérielles d'une ambition démesurée. L'objectif, martelé par Mark Zuckerberg, est d'atteindre la superintelligence. Cette quête justifie à elle seule le changement d'échelle radical, transformant des projets d'infrastructure en déclarations de puissance brute face à ses rivaux.

Une guerre des cerveaux et des milliards

Pour nourrir ces titans de métal et d'énergie, une pluie de milliards s'abat sur le secteur. L'enveloppe de près de 72 milliards de dollars pour 2025 n'est pas seulement destinée à un arsenal de GPU. Elle alimente aussi une féroce guerre des talents, où Meta n'hésite plus à débaucher les meilleurs ingénieurs de la concurrence, notamment chez Apple, avec des offres de plusieurs centaines de millions de dollars.
Mais l'argent seul ne suffit pas, et l'entreprise adapte sa stratégie au-delà des chèques. S'inspirant des méthodes de construction de son concurrent xAI, Meta accélère le déploiement de ses clusters. Simultanément, tout en sécurisant son approvisionnement chez NVIDIA, la firme prépare l'avenir en cherchant à concevoir ses propres puces IA, une étape clé pour maîtriser toute la chaîne de valeur.

Source : WCCFTECH

Adieu vie privée, même sans appareil, on peut maintenant pister votre corps avec les ondes Wi-Fi

Les innovations technologiques sont de plus en plus envahissantes. Comme le montre cette incroyable réalisation qui permettrait de vous localiser, sans que vous ne puissiez rien à y faire !
Le Wi-Fi n'est pas là seulement semble-t-il aujourd'hui pour permettre au réseau internet de fonctionner. La technologie peut avoir une autre utilisation, comme on a pu déjà en entendre parler récemment avec la détection de mouvement dans les logements. Mais ça ne s'arrêterait pas à l'intérieur du foyer, et cela pourrait s'étendre à de plus grands espaces !

WhoFI, le système qui vous identifie à l'aide des ondes Wi-Fi

C'est une étude assez folle qui nous vient de chercheurs de l'université de La Sapienza, à Rome. Une équipe a en effet réussi à développer un système, baptisé « WhoFI », capable d'identifier comment le corps d'une personne réagir aux signaux Wi-Fi.
Une fois cette empreinte enregistrée, il serait ensuite possible de retrouver la personne au sein d'un espace physique, en regardant simplement comment les signaux Wi-Fi rebondissent sur les personnes, et détecter celle dont on connaît déjà l'empreinte. En somme, il n'y aurait ici absolument pas besoin d'avoir un capteur ou un quelconque élément sur ou dans la personne pour être en mesure de la suivre.

Un système avec un taux de précision de 95,5%

Cette technologie n'est pas en soi une première, des recherches ayant déjà été faites en ce sens déjà depuis plusieurs années. En 2020, une recherche avait ainsi réussi à mettre en place un système similaire. Sauf qu'à l'époque, celui-ci affichait un taux de précision beaucoup moins intéressant, de 75%. En comparaison, WhoFI affiche lui un taux de près de 95,5%.
Une telle innovation, si elle pouvait être ensuite transformée en produit fonctionnel, représenterait un système de surveillance incroyablement plus efficace que les caméras, étant capable de repérer une personne dans des conditions lumineuses compliquées, et même à travers les obstacles. Autant dire que cette nouveauté, qui n'appartient pour le moment qu'au laboratoire de l'équipe de recherche, risque sûrement d'intéresser rapidement les services de renseignement un peu partout dans le monde.

Source : PC World

Brèves

KubeSphere met fin à sa version open source

Le système de gestion d'applications cloud native open source basé sur Kubernetes a pris une décision radicale en cessant immédiatement le téléchargement de la version open source ainsi que son support. « Nous sommes pleinement conscients que cela peut causer des désagréments à certains utilisateurs, et nous vous prions de nous excuser pour la gêne occasionnée. Cependant, nous pensons qu'en concentrant nos ressources, nous pourrons offrir à nos utilisateurs des services et une assistance plus professionnels, plus stables et plus complets, dignes d'un service commercial », fait savoir KubeSphere. Un des développeurs de Kubesphere évoque comme raison de cet arrêt brutal les violations répétées de la licence open source par des tiers qui ont repackagé et monétisé le projet.

Dropbox arrête Passwords

Le fournisseur de stockage cloud a annoncé la fin de son gestionnaire de mots de passe lancé il y a 5 ans. La fermeture se déroulera en plusieurs étapes à partir du 28 août. A cette date-là, l'application mobile et l'extension pour navigateur deviendra en lecture seule et la fonctionnalité de remplissage automatique sera supprimée. Cela signifie qu'il sera impossible d'ajouter de nouvelles entrées. À partir du 11 septembre, l'application mobile cessera complètement de fonctionner. Le 28 octobre ce sera également la fin de l'extension pour navigateur et il ne sera plus possible d'accéder à ses données. Le fournisseur encourage les utilisateurs à migrer vers d'autres gestionnaires de mots de passe et donne des instructions pour exporter les données.

Salesforce acquiert Bluebirds

La firme dirigée par Marc Benioff a annoncé la signature d'un accord définitif pour le rachat de Bluebirds pour un montant communiqué. Ce dernier fournit une plateforme basée sur l'IA pour aider les équipes commerciales à identifier et à engager des prospects à fort potentiel. Après le rachat, elle sera intégrée à Sales Cloud et Agentforce pour automatiser le travail de « pré-vente » et l'optimisation de la productivité.

Ces cinq voitures ont été créées par des marques qui n'ont rien à voir avec l'automobile

Beaucoup d'entreprises tendent à se diversifier dans des domaines éloignés de leurs compétences d'origine. On pourrait penser que l'automobile est à l'abri de ce phénomène. L'ingénierie d'une voiture demande beaucoup de compétences spécifiques, alors imaginez si la marque de votre sèche-cheveux ou de votre portable concevait votre voiture. Voici cinq exemples de marques non-automobiles qui s'y sont pourtant essayées.

Ces dernières années, de plus en plus de marques de tout horizon ne se contentent plus de concevoir des produits dans leurs domaines spécifiques, mais tendent à se lancer dans d'autres marchés porteurs. L'automobile n'échappe pas à la règle, bien que la conception aussi complexe que coûteuse d'une voiture limite grandement le nombre de prétendants au titre de constructeur. Quelques marques parfois insolites se sont quand même lancées dans l'aventure, rarement avec succès.

Xiaomi, l'un des rares exemples qui a les moyens de réussir

Peu de marques peuvent se targuer d'avoir une gamme de produits aussi étendue que le géant Chinois Xiaomi. Il vend aussi bien des trottinettes électriques que des smartphones, en passant par les aspirateurs, les télévisions et la domotique, la marque fait tout où presque, y compris des voitures ! Alors que sa filiale automobile n'a été lancée qu'en 2021, la gamme comporte déjà une grande berline : la SU7 et un SUV : le YU7. La SU7, dont un exemplaire a récemment été immatriculé en Allemagne, se paye même le luxe d'être plus performante qu'une Porsche Taycan tout en se positionnant à un tarif inférieur. Tous deux connaissent un certain engouement et bien que Xiaomi soit déjà confronté à des crises, ces modèles sont attendus à partir de 2027 en Europe. C'est par ailleurs le seul constructeur issu de la tech avec une incursion aussi avancée dans le monde de l'automobile. Sony et Apple ont essayé, mais sans grande conviction pour l'instant.

Ineos : chimie, emballage, textile et 4X4 !

Avec 25 000 employés dans le monde et un chiffre d'affaires annuel de 55 milliards de dollars, Ineos est un poids-lourd de l'industrie. Bien moins connue du grand public que Xiaomi, elle est pourtant omniprésente dans une multitude de domaines. La firme fabrique des produits chimiques, des produits pharmaceutiques, de la peinture, des tuyaux de transport de gaz, du textile, de l'isolant… la liste peut durer longtemps !
En juillet 2020, la marque présente une création dans un secteur dans lequel on ne l'attendait pas : l'automobile. Le modèle en question se destine principalement aux professionnels ou aux particuliers avec des exigences et des besoins bien spécifiques, pour cause : le nouveau venu n'est pas un SUV, mais un 4X4 pur et dur. Beaucoup auront connu le lien de parenté évident entre le Grenadier d'Ineos et un Land Rover Defender d'ancienne génération. BMW fournit les motorisations six cylindres diesel et essence tandis que la production se fait en Lorraine dans l'ancienne usine Smart qu'Ineos a rachetée à Mercedes.

Vingt ans avant les smartwatchs, swatch proposait sa smart

Avant le Grenadier, c'est elle qu'on construisait dans l'usine mosellane de Hambach : la Smart Fortwo. Si vous connaissez sans doute l'auto, avez-vous déjà entendu parler de son créateur Nicolas Hayek ? Ce nom à plus de chance de parler aux aficionados d'horlogerie qu'aux amateurs d'automobile. Il est le créateur de la marque de montre Swatch et au début des années 90, il a une vision : pourquoi ne pas appliquer les principes qui rendent ses montres populaires à l'automobile, à savoir du minimalisme du fun et des prix accessibles. L'idée peut sembler bonne sur le papier, mais complexe à mettre en pratique. Pour cela, Hayek décide de démarcher les constructeurs automobiles en quête d'un partenariat. Après avoir essuyé plusieurs refus, Mercedes se joint au projet, d'autant plus que la marque travaille de son côté sur un projet de micro-citadine. L'association des deux va créer le nom, Smart signifie Swatch-Mercedes-Art-car. Le projet commun va pousser les deux partis à faire des concessions, exit le moteur électrique et l'aspect bon marché de Hayek, Mercedes imagine une micro citadine thermique destinée au beaux quartiers. Quand elle est commercialisée en 1998, la Smart de série n'a gardé de Swatch que les possibilités de personnalisation. Alors qu'elle est vendue relativement chère et moins bien que prévu, la Smart est vendue à perte. Cela n'empêchera pas Mercedes de persister avec une deuxième puis une troisième génération qui elles, deviendront rentables.

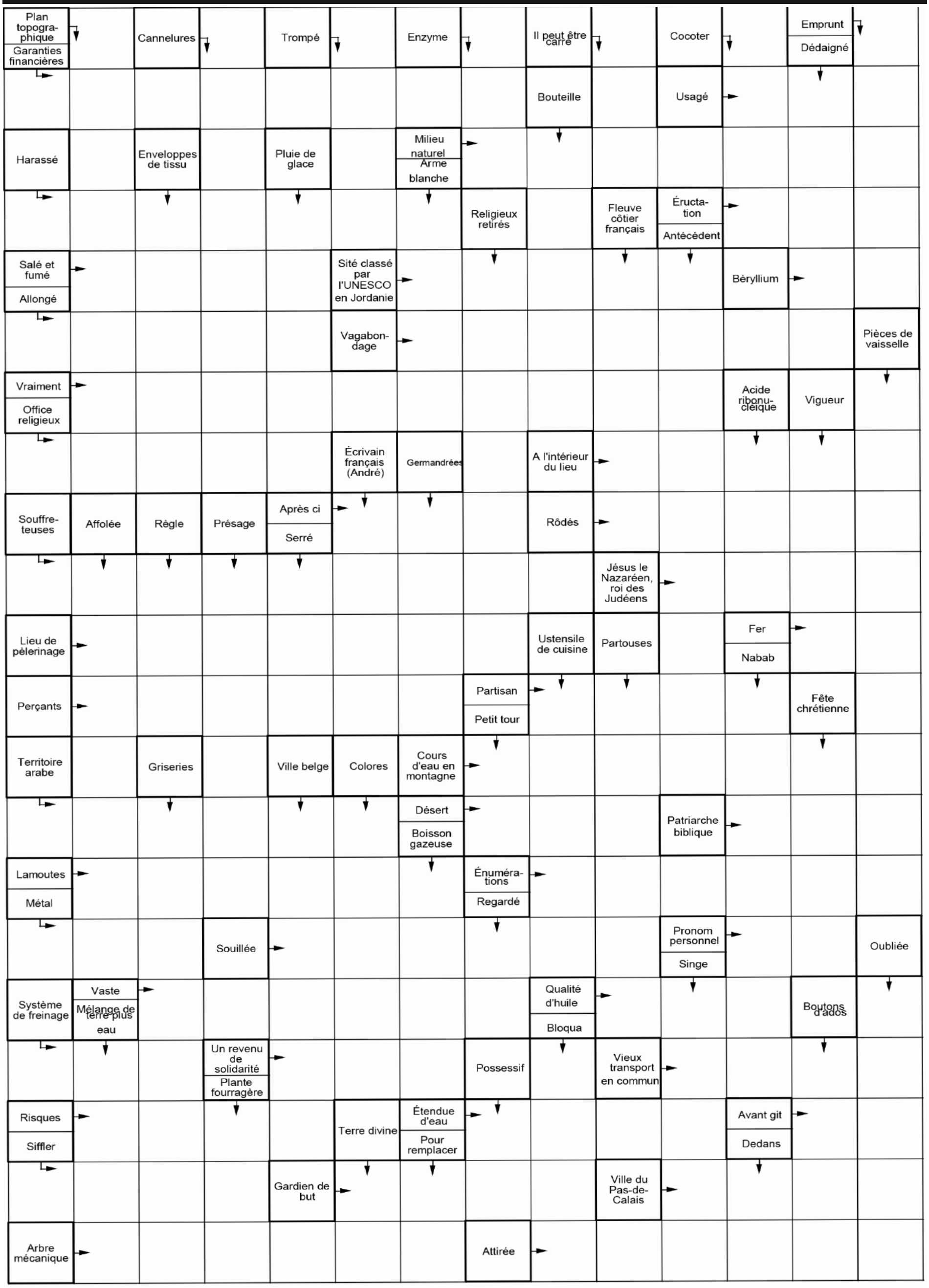
Dyson quand les aspirateurs décident d'avoir des roues

Les détracteurs des voitures électriques les comparent souvent avec un certain sarcasme à des objets domestiques. Alors imaginez qu'une marque d'aspirateur et de sèche-cheveux se décide d'élargir ses productions vers l'automobile. Entre 2017 et 2019, cela aurait pu devenir réel. Le célèbre fabricant Dyson et son créateur James Dyson veulent concurrencer Tesla et en particulier le Model X. Pour cela, la marque ne choisit pas de s'associer avec un constructeur automobile, mais plutôt d'investir massivement pour développer en interne l'intégralité du véhicule. Pas moins de 2,5 milliards de livres sont investis dont 500 millions provenant de la fortune personnelle de James Dyson, 600 personnes travaillent sur le projet. Le premier modèle doit être un grand SUV électrique 7 places avec une autonomie record annoncée à 1000 kilomètres. Le développement va jusqu'à un prototype roulant, mais malheureusement le projet s'arrête. La raison ? Pour amortir les coûts de recherches et développements gargantuesques, chaque véhicule aurait dû être vendu au moins 150 000 livres et à ce prix le constructeur n'aurait pas fait de marge. Alors, Dyson décide d'arrêter les frais, chaque année de production lui aurait causé trop de pertes.

Berlinette Hommel : du magazine à la route

Au début des années 90, Michel Hommel est patron de presse. Il est notamment à la tête du magazine Echappement. Passionné d'automobile, il est par ailleurs propriétaire du manoir de l'automobile. Au cours d'un repas avec le rédacteur en chef du magazine Gilles Dupré, il se prend à rêver d'une version contemporaine de la berlinette. Sauf que ce dernier planche déjà sérieusement sur la question de son côté ! Un sondage est lancé dans le titre pour demander aux lecteurs leurs visions d'une A110 version moderne. Le portrait robot colle avec le projet de Dupré : une voiture légère avec un quatre cylindres en position centrale arrière, sans assistance à la conduite. Le projet prend de l'ampleur, un châssis tubulaire est imaginé pour recevoir des éléments issus de la grande série afin de limiter les coûts. On retrouve pêle-mêle : un moteur de Peugeot 309 GTI 16 puis de 306 S16, des jantes et freins de 605 SV24, des phares de XM, des feux de ZX… Un prototype est présenté au Salon de Paris 1992, douze commandes sont enregistrées dans la foulée et la production débute à Lohéac à deux pas du manoir. Jusqu'en 2003, 242 exemplaires sont produits avec des évolutions régulières et une version barquette encore plus orientée pour la piste.

Mots fléchés



Les Enjeux Eco
Quotidien national de l'économie
Dimanche 3 août 2025 http:www.lesenjeuxeco.dz

ACCIDENTS DE LA ROUTE

6 morts et 503 blessés ces dernières 48 heures

Six (6) personnes sont décédées et 503 autres ont été blessées dans des accidents de la route, survenus ces dernières 48 heures dans plusieurs wilayas, indique, samedi, un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Mila avec un mort et 7 blessés, suite à une collision entre un véhicule utilitaire et un bus de transport de voyageurs assurant la desserte Ferdjioua-Ouargla, survenue sur la route nationale n 5 dans la Commune d'Oued Seguen, précise la même source.

FORMATION PROFESSIONNELLE

Plus de 4.100 nouvelles places pédagogiques pour la session d'octobre à Tissemsilt

Pas moins de 4.130 nouvelles places de formation ont été ouvertes dans la wilaya de Tissemsilt en prévision de la rentrée professionnelle de la session d'octobre 2025, a-t-on appris, samedi, auprès de la direction locale de la Formation et de l'Enseignement professionnels (DFEP). La cheffe du service de suivi de la formation et de l'enseignement, Hadjila Mazouz, a précisé que ces nouvelles places, réparties à travers les 12 établissements de formation de la wilaya, concernent les modes de formation par apprentissage, présentielle, à distance, en milieu pénitentiaire et dans des établissements privés agréés par l'Etat, en plus de la formation qualifiante destinée aux personnes ayant un faible niveau scolaire, aux personnes alphabétisées et aux femmes au foyer.
S'agissant des spécialités de formation proposées par le secteur, la même source a indiqué qu'elles couvrent plus de 10 filières professionnelles, offrant des formations adaptées aux besoins du marché du travail local, notamment dans les domaines du bâtiment, des travaux publics et de l'agriculture. La même responsable a également fait état de l'introduction de deux nouvelles spécialités pour la session d'octobre 2025, à savoir la production de matières grasses à l'Institut de formation professionnelle de la commune de Khemisti en mode apprentissage, ainsi que l'installation et la réparation d'appareils de télécommunication en mode présentiel au Centre de formation et d'apprentissage de la commune d'Amari. Il est à rappeler que les inscriptions pour la prochaine session ont été ouvertes le 27 juillet dernier et se poursuivront jusqu'au 27 septembre, tandis que l'opération de sélection et d'orientation se déroulera du 28 au 30 septembre.

OR

Les perspectives de la demande et des prix d'ici fin 2025

La demande mondiale d'or a atteint 4553 tonnes en 2024, portée par l'investissement et les achats des banques centrales. Si ces institutions sont moins actives sur le marché cette année, la demande mondiale se situe déjà à 2400 tonnes à mi-2025, alors que les prix du métal battent des records.
Le World Gold Council a publié jeudi 31 juillet 2025, son dernier rapport sur les tendances de la demande mondiale d'or. Il y indique que la demande a atteint un record de 132 milliards de dollars au deuxième trimestre 2025, en hausse de 45% sur un an. Pour le reste de l'année, l'organisation anticipe une dynamique portée par l'investissement, mais révise à la baisse ses prévisions pour les achats des banques centrales.
Evolution de la demande d'or par secteur entre 2024 et 2025
Les fonds indiciels cotés (Exchange Traded Funds/ETF) aurifères conservent, selon le rapport, un fort potentiel de croissance malgré quelques obstacles à court terme. L'investissement de détail devrait rester robuste, avec un léger fléchissement attendu au second semestre. Ensemble, ces deux canaux ont représenté 1028,4 tonnes au premier semestre 2025, soit près de la moitié de la demande totale (2384,6 tonnes). Sur l'année, le segment investissement de-

vrait croître de 462 tonnes par rapport à 2024, un chiffre revu à la hausse par rapport à l'estimation précédente (+412 tonnes).
En revanche, la demande dans le secteur de la bijouterie devrait reculer de 248 tonnes cette année, une baisse plus marquée que prévu (-200 tonnes dans la précédente estimation). Aux premier et deuxième trimestres, la demande d'or pour la bijouterie a chuté respectivement de 19 % et 14 % en glissement annuel. Côté technologie, la demande reste freinée par des prix élevés, un contexte économique morose et des droits de douane, bien que les dépenses liées à l'intelligence artificielle (IA) apportent un certain soutien.
Evolution de la demande d'or des banques centrales depuis 2014
La révision la plus notable concerne les banques centrales : leurs achats nets d'or devraient chuter de 230 tonnes sur l'année contre une baisse initialement projetée de 101 tonnes. Après un recul de 21 % au premier trimestre, la demande a de nouveau fléchi au deuxième trimestre, totalisant 415,1 tonnes sur six mois. Alors que la demande annuelle de ces institutions a dépassé 1000 tonnes en 2022, 2023 et 2024, ce cap symbolique s'éloigne désormais.
Côté prix, le rapport table sur des gains modérés au second semestre, jugés insuffisants pour relancer significativement la demande, dans un contexte où les moteurs économiques restent peu dynamiques dans la plupart des régions. En la matière, le World Gold Council se montre plus prudent que d'autres analystes du marché, qui voient le métal progresser encore cette année, après une hausse d'environ 30 % au premier semestre 2025.
Alors que le métal jaune se négocie fin juillet à environ 3300 dollars l'once, Goldman Sachs prévoit un prix de 3675 dollars l'once d'ici fin 2025 et jusqu'à 4000 dollars l'once d'ici mi-2026. Les analystes de la firme d'investissement canadienne Fidelity voit même ce cap des 4000 dollars être atteint cette année.

Agence

MINISTÈRE DE L'EDUCATION NATIONALE

Le dépôt des dossiers d'authentification des documents scolaires se fera désormais à l'annexe du ministère à Kouba

Le ministère de l'Education nationale a annoncé, samedi, que le dépôt des dossiers d'authentification des documents scolaires se fera, à compter de dimanche, au niveau de l'annexe du ministère sise à l'Avenue Mahmoud Boudjatit à Kouba (Ruisseau). Le ministère a annoncé, dans un communiqué, le changement du lieu de dépôt des dossiers d'authentification des documents scolaires, précisant que "ces dossiers seront désormais déposés au niveau de l'annexe du ministère de l'Education nationale, sise à l'Avenue Mahmoud Boudjatit à Kouba (Ruisseau), et non plus au siège du ministère à El Mouradia", en vue d'"améliorer les procédures administratives" et de "garantir la rapidité et la qualité des services".
Cette mesure "vise à mieux organiser l'opération et à rapprocher l'administration des citoyens, l'annexe étant desservie par plusieurs moyens de transport en commun (métro, tramway, bus, taxis)", a souligné la même source, précisant que les citoyens pourront déposer leurs dossiers du dimanche au jeudi, de 9h00 à 15h00.

ORAN

Forte affluence des familles au parc El-Houria

Le parc El-Houria, situé au quartier Es-Seddikia de la ville d'Oran, connaît une forte affluence de familles, notamment durant les soirées de la saison estivale actuelle. Avec la hausse des températures et du taux d'humidité que connaît la capitale de l'Ouest algérien, le parc El-Houria, réalisé sur un ancien site de la cité appelée communément "Batimate Taliane", demeure l'une des destinations privilégiées des familles oranaises pour se détendre et passer d'agréables moments jusqu'aux premières heures du matin. Dès le coucher du soleil, les familles se dirigent vers cet espace vert, qui s'étend sur une superficie de 12 hectares, attirées par ses commerces, ses espaces verts et ses aires de jeux et de divertissement pour enfants. Ce lieu de détente met également à disposition des terrains de proximité pour le football, le basketball et la pétanque, ainsi que d'autres activités, sans oublier la présence de restaurants, de cafés et d'un parking pour véhicules. La beauté du site est renforcée par la rénovation de la mosquée En-Noamane Ibn El-Bachir, située à proximité du parc, qui a retrouvé un nouveau visage grâce à la réhabilitation de sa façade et à son embellissement par un éclairage décoratif. Mme Meriem, habituée des lieux, a indiqué qu'elle s'y rend en moyenne trois fois par semaine avec ses enfants pour profiter de moments de détente, dîner sur place et rester jusqu'après minuit. De son côté, Abdelkader a confié qu'après sa journée de travail et après la préparation du diner, il se dirige directement vers ce parc en compagnie de sa famille pour se divertir et jouer avec ses enfants jusque tard dans la nuit. Sofiane, un enfant de 10 ans, a exprimé sa joie d'être dans ce parc doté d'espaces de loisirs: "juste après la prière du Maghreb, je viens chaque jour avec mes parents et mes frères et sœurs pour jouer et profiter de la beauté de cet endroit", a-t-il indiqué. Il a ajouté qu'il préfère pratiquer le sport, en particulier le football, grâce au terrain en gazon synthétique du parc, qui lui permet également de rencontrer d'autres enfants, de déguster des glaces et des jus, et d'acheter des jouets lumineux. Mme Fatima, originaire de la wilaya de Relizane, a souligné que "le parc dispose de toutes les commodités de confort. Les familles y viennent en priorité avec leurs repas, boissons et gâteaux, et restent jusqu'après minuit pour profiter de l'air frais et passer une soirée agréable après une dure journée de travail". Il convient de rappeler que l'emplacement actuel du parc El-Houria abritait auparavant 500 logements réalisé en préfabriqué, dont plus de 1.100 familles ont été relogées, en mars 2022, au site des 1.201 logements publics locatifs du quartier "Pépinière", implanté dans la commune de Bir El-Djir. Après l'opération de relogement de familles et la démolition de ces immeubles, les autorités locales ont lancé un vaste projet d'aménagement du site pour le transformer en parc, avec l'ouverture d'une route reliant le parc à l'avenue Cuba (anciennement Millenium), afin de faciliter la circulation et réduire les embouteillages sur cet axe très fréquenté.